Journal 9 - 16 juin 2021.qxp_HO 6/9/21 5:13 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 23 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***9 - 16 juin 2021***

EN HAÏTI, LA COVID-19 FAIT DES VICTIME À UN RYTHME ACCÉLÉRÉ

L'hospitalisation ne garantit pas la guérison

Des millions engloutis dans un référendum bidon, il reste très peu pour combattre la pandémie...

Par Léo Joseph

En dépit de tout le tollé orchestré, depuis des mois, pour porter Jovenel Moïse à renoncer à l'organisation de son référendum illégal et anticonstitutionnel doublé d'élections faites sur mesure, il a continué dans sa folie jusqu'à ce que l'intensification de la contamination à la COVID-19 lui ait donné l'occasion d'appliquer les freins. Mais cela ne l'a pas empêché d'engloutir au moins USD 40 millions $ dans cette folle aventure, des fonds qui auraient servi à dote le pays de moyens de lutter contre la résurgence de la pandémie, désormais plus virulente, trouvant le pays dans l'impossibilité de financer l'action requise. La multiplication phénoménale de la contamination et les décès en grand nombre qu'elle entraîne sont imputables aux autorités ayant mal choisi leurs priorités, dans la gestion des fonds du pays.

Jovenel Moïse, comment faire la paix avec Michel Martelly ?

Michel Martelly lâche ses bergers allemans aprèes Jovenel Moïse.

En effet, dans l'édition précédente, il a été signalé le grand danger auquel se trouve confronté le peuple haïtien, totalement mal équipé pour se colleter avec ce fléau. La multiplication prodigieuse des cas de contamination constatée la semaine dernière ne s'est pas arrêtée. Au contraire, cette tendance s'accélère et le nombre de décès n'a cessé de se multiplier. Contrairement à la

Suite en page 2

INSÉCURITÉ GÉNÉRALE, GANGS ARMÉS ET POUVOIR PHTK

La guerre civile est déjà lancée

L'affrontement des armées criminelles, une lutte interfamiliale ?

Par Léo Joseph

La guerre entre les gangs, dont le dernier épisode a éclaté le 1er juin, sans aucun signe de répit, durant six jours, en dépit de la démagogie affichée par le Premier ministre intérimaire de facto Claude Joseph faisant une promenade à pied, dans le quartier attaqué, en compagnie du directeur général de la Police, a toutes les chances de s'étendre à d'autres juridictions. Et de fait, on a vu les « *soldats* » du « *G-9 fédéré en famille et alliés* », la fédération de tous les gangs armés de la République regroupés sous l'autorité de Jimmy Chérizier, dit Barbecue, lancer l'offensive contre plusieurs installations de la Police nationale en même temps. Les malfrats ont mis en fuite le personnel affecté à celles-ci, tandis qu'ils ont tué un haut gradé de la PNH et grièvement blessé un policier, en sus d'emporter armes, munitions et appareils de communications trouvés sur les lieux. Voilà un bilan provisoire des pertes subies par les forces de l'ordre.

En effet, après l'affrontement des barons criminels armés de

Suite en page 3

LA SITUATION SÉCURITAIRE PRÉOCCUPE MÊME LA PNH

Plusieurs commissariats son fermés

Claude Joseph, Premier ministre de facto, chef de la PNH,, incapale de prrendre des décisions.

DG de la Police, Léon Charles est jujΔΔé nul.

Alors que le directeur général de la Police haïtienne s'est engagé à prendre toutes les mesures nécessaires, afin de rendre ses troupes disponibles pour assurer la protection et la sécurité des citoyens, la Direction générale de l'institution a pris la décision de fermer plusieurs commissariats, notamment ceux qui ont été récemment attaqués par les

Suite en page 2

AVIS À NOS AMIS ET LECTEURS

La prochaine édition d'-O ne sera pas publiée le 16 juin, nous serons en congé. Nous vous donnons rendez-vous au 30 juin, date de la prochaine édition.

NOTICE TO OUR FRIENDS AND READERS

The next issue of the paper will not be published June 16m we'll be on vacation. Back in touch June 30, date of our next issue.

HAPPENINGS!

The gangs, routing Haiti's weakened National Police, openly control some territory

Secretary of State Antony Blinken

July Chung, Assistant Secretary of State for the Wester Hemisphere.

By Raymond Alcide Joseph

It all started Tuesday, June 1st, when rival gangs began fighting in Fontamara and Martissant, suburbs south of Port-au-Prince center city, bringing traffic on National Route #2 to a standstill for a full week. That the officials were absent until Sunday, June 6,

Continued on page 7

Journal 9 - 16 juin 2021.qxp_HO 6/9/21 5:13 AM Page 2

EN HAÏTI, LA COVID-19 FAIT DES VICTIME À UN RYTHME ACCÉLÉRÉ

L'hospitalisation ne garantit pas la guérison

Des millions engloutis dans un référendum bidon, il reste très peu pour combattre la pandémie...

Suite de la page 1

variante originale, qui fit son atterrissage au pays, en février de l'année dernière, celles qui préoccupent le plus sont l'anglaise et la brésilienne, dont les attaques se révèlent foudroyantes, susceptible d'entraîner la mort de la personne contaminée plus rapidement que dans le passé.

Depuis déjà plus de quatre semaines, les hôpitaux dotés de moyens pour combattre la maladie qui accueillaient les personnes contaminées au coronavirus ont été vite débordés, n'ayant pas suffisamment de lits destinés aux patients attaqués par la COVID-19. Alors que les lits ne sont pas disponibles à tous les centres

Le chef de gang Bougoy

hospitaliers normalement dotés de moyens pour traiter de tels cas, ces deux versions de la pandémie sont si rigoureuses que la victime meurt avant même d'arriver à l'hôpital.

La pandémie continue de faucher la vie de personnes socialement bien placées ou ordinairement ayant plus de chance de combattre la maladie en vertu de leur possibilité de financer leur traitement et de bien gérer la maladie est sparfois

Le chef de gang Ti-Lapli

LA SITUATION SÉCURITAIRE PRÉOCCUPE MÊME LA PNH

Plusieurs commissariats son fermés

Suite de la page 1

gangs armés.

Il semble que le haut commandement de la PNH ait décidé que l'institution n'a pas les moyens d'assurer la sécurité de leurs installations, ainsi que celle du personnel qui y est affecté. Des observateurs pensent que cette décision se justifie par la réticence affichée par les policiers à rester en poste dans les commissariats dont la vulnérabilité fait d'eux des cibles faciles pour les bandits. Cette disposition fait aussi croire que l'inimitié qui semble exister entre Michel Martelly et Jovenel Moïse, conflit à la base des attaques perpétrées au sud de la capitale et contre les commissaires de Cité Soleil, n'a pas trouvé un terrain d'entente. Dans de telles conditions, les autorités ont décidé qu'il vaut mieux fermer ces sites plutôt que d'exposer leurs personnels à l'agressivité de ces criminels.

Cela signifie que les citoyens qui vivent dans les communautés desservies par ces commissariats seront à la merci des criminels. Autant dire, la Direction générale ne pense pas que les ressources seront disponibles afin de remettre ces installations en état de se défendre et d'assurer la sécurité de leurs communautés respectives.

Les commissariats seront fermés ou entrouverts

En effet, on apprend que pour des raisons d' « *insécurité* », les commissariats suivants vont cesser de fonctionner. Il s'agit du commissariat de Martissant, celui de Soleil 2, de Droullard, celui de la Station des Gonaïves, de Duvivier, Portail Saint Joseph et Gran Ravin. De même, celui du Service de circulation est fermé à demi, celui du CIMO est fermé à demi, le commissariat d'Inspection générale. Aussi bien que celui de Cazeau, seront fermés à demi.

La fermeture de ces commissariats, par la Direction générale craignant que les bandits, qui sèment la mort et le deuil, au sein des familles, ne s'attaquent encore à ces installations, qui ont été déjà dépouillées d'armes et de munitions qui y étaient déposées. Une façon de dire que celles-ci ne seront pas remplacées de sitôt.

Dans cette logique, la Force de police nationale admet sa défaite face aux criminels. On se demande pourquoi ce Corps de police n'est pas licenciée pour faire place à des mercenaires engagés pour assurer la sécurité du pays. Cela est absolument nécessaire, car les soi-disant Forces armées remobilisées par Jovenel Moïse ne peut se substituer à la Police en tant que force de défense nationale.

Incontestablement, Haïti est privé de défense. Les autorités du pays acceptent de se mettre à genoux face aux gangs.

Il faut donc poser la question : Pourquoi continuer à verser ses salaires à Léon Charles, qui est plus compétent dans la répression de manifestants pacifiques que dans la protection des citoyens. Quelle force de Police, de quel pays, serait forcée de baisser pavillon face aux criminels, plutôt que de lancer une vraie offensive pour mettre définitivement les gangs armés hors d'état de nuire. Quel que soit le prix.

Au bout du compte, il faut conclure qu'Haïti n'a pas une vraie force de Police. C'est donc le cas de dire, protection 0, sécurité 0. Les familles doivent constituer leur propre milice afin de se défendre contre les criminels.

AVIS À NOS AMIS ET LECTEURS

La prochaine édition d'-O ne sera pas publiée le 16 juin, nous serons en congé. Nous vous donnons rendez-vous au 30 juin, date de la prochaine édition.

NOTICE TO OUR FRIENDS AND READERS

The next issue of the paper will not be published June 16m we'll be on vacation. Back in touch June 30, date of our next issue.

Journal 9 - 16 juin 2021.qxp_HO 6/9/21 5:13 AM Page 3

INSÉCURITÉ GÉNÉRALE, GANGS ARMÉS ET POUVOIR PHTK

La guerre civile est déjà lancée

L'affrontement des armées criminelles, une lutte interfamiliale ?

Suite de la page 1

Grand Ravin et de Ti-Bwa ayant fait plus de 8 morts, une trentaine de blessés, plus d'une centaine de maisons incendiées ou pillées, en sus de provoquer la fuite vers la zone de Carrefour de plusieurs dizaines de familles, une action concertée des gangs d'autres juridictions, notamment de Cité Soleil et ses environs, s'est portée contre plusieurs sous-commissariats dépendant de cette commune, le plus grand bidonville d'Haïti. Après la débâcle que les policiers ont essuyée, lors d'une descente ayant mal tourné, à Village de Dieu, bidonville situé à l'entrée sud de la capitale, le 12 mars de cette année, l'humiliation qu'a connue le personnel de ces sous-commissariats, de Cazeau, de Duvivier, de Drouillard, de Sierra 2 et de la Station de Gonaïves a un effet démoralisant sur toute l'institution policière. Un rapport initial et provisoire dressé par le chef de la juridiction de Cité Soleil, adressé à la Direction générale, expose la gravité de la situation.

Il est expliqué dans ce rapport que, « *dans la soirée du samedi 5 juin 2021 aux environs de 9 heures, des hommes lourdement armés ont fait irruption simultanément dans toutes les bases de Police suscitées. Ils ont désarmé tous les policiers, tiré à la Station des Gonaïves au niveau de la hanche le policier Fedlin Luc, tué le responsable de Drouillard, l'inspecteur divisionnaire Myradel Adoolphe et emporté toutes les armes et radios de communications qui s'y trouvaient* ».

Plus loin, le document fait état des pertes en équipements enregistrées dans ces installations. Aussi, faut-il citer : «*Quatre fusil 12 et deux Galils à l'antenne de la Station des Gonaïves; Un T65 et un Galil à Soleil 2; Six Douze à Duvivier; un Galil et trois fusils 12 à Drouillard* ».

Guerre entre Michel Martelly et Jovenel Moïse

On devait apprendre, par la suite, que sept autres policiers, au commissariat de Portail Léogâne, et en patrouille, ont trouvé la mort, du côté du Bicentenaire, suite à une attaque perpétrée par des hommes lourdement armés, assimilés aux gangs de cette zone (notamment Village de Dieu). Des rumeurs, somme toute, non confirmées, faisaient état d'autres attaques sur des commissariats.

À noter que plus de quatre jours après l'offensive meurtrière de Gran Ravine et de Ti-Bwa mettant aux prises des gangs armés, dirigés respectivement par Bougòy avec Ti-Lapli et Kris la, les hostilités continuaient. Pendant des jours encore, l'atmosphère dans tous ces quartiers a été ponctuée de détonations d'armes automatiques, dont le concert a été entendu de Gran Ravin à Ti-Bwa en passant par les régions intermédiaires. Des témoins de ces quartiers ont rapporté que les hommes armés de Gran Ravine ont attaqué ceux de Ti-Bwa créant une situation de panique générale. Les familles fuyant leurs maisons avec un bagage léger, faute de temps pour ramasser leurs nécessités. On a observé une longue procession de gens, femmes, enfants, bébés, personnes âgées se diriger vers Carrefour, sans aucune destination déterminée. La grande majorité a pris logement dans un parc avoisinant ayant comme toute possession ce qu'ils ont eu le temps de collecter à la sauvette.

Cette guerre des gangs, pourtant au service du pouvoir, a donné lieu à une paralysie totale de la circulation de véhicules réduite à zéro. Aussi aucune communication par terre avec les départements du Sud-Est (Jacmel), des Nippes (Miragoâne et Anse-à-Veau, Sud (Cayes), Sud-Ouest (Jérémie). Dans la foulée, le président de la Digicel a avisé que de Martissant jusqu'aux extrémités méridionales du pays, en passant par les zones intermédiaires, les téléphones étaient muets. Selon ses propres mots, des fibres optiques ont été sévèrement endommagés par les hostilités inter-gangs. Cette situation ouvre la perspective d'une rareté de provisions alimentaires, d'activités commerciales et de transport de produits et de personnes. Les ménagères de la région métropolitaine de Port-au-Prince risque de connaître une augmentation remarquable du prix des produits de première nécessité.

Bien que plusieurs victimes se trouvent dans les rangs des gangs, on apprend que des personnes ont essuyé des balles, à l'intérieur de leurs maisons, dont elles en sont mortes. On affirme, d'autre part, que au moins un cadavre gisait encore, plusieurs jours sur la chaussée, qui attirait les chiens. Une scène qui montre que les ambulanciers n'ont pas fréquenté cette zone. Selon plusieurs témoins, des essaims de mouche ont envahi la région de Martissant attirées par des cadavres en décomposition. Pourtant, le Premier ministre et le directeur général de la PNH ont fait une visite à cette zone, sans s'émouvoir outre mesure de cette situation. En tout cas, deux jours après le passage de ces autorités, les cadavres abandonnés n'ont pas encore été déplacés.

D'aucuns se demandent comment expliquer le silence du gouvernement face à une scène de violence ayant mis les forces de l'ordre hors d'état de servir la population. Car les commissariats de Gran Ravin et de Martissant ont été envahis par les bandits armés qui ont chassé les policiers et emportés les armes et munitions, ainsi que d'autres équipements (surtout de communications) trouvés sur place. La réponse à cette question vient de l'ex-sénateur Antonio Cheramy, dit Don Cato, révélant que ces affrontements ont été commandités par Michel Martelly voulant faire la leçon à Jovenel Moïse.

Selon les précisions fournies par M. Cheramy, l'arrestation récente de Woodley Éthéard (dit Sonson Lafamilia), dans le village de Punta Cana, en République dominicaine, par la Police de ce pays, qui l'a expulsé vers Haïti, après les suites légales, car un mandat d'amener contre lui avait été émis par le Tribunal de cassation d'Haïti, depuis plus d'une année, n'a pas plu à l'ex-président-musicien, communément appelé « *Bandit légal* ».

Sonson Lafamilia est le chef du Gang Galil, proche de Michel Martelly, d'ailleurs partenaire en affaires de l'intéressé. Éthéard avait comme complice Renel Telfort, connu aussi sous le sobriquet « *Le Récif* ». Lors de l'inculpation initiale de Sonson Lafamilia et de Le Récif, pour le kidnapping de l'homme d'affaires Samy El Azziz, Michel Martelly, président, avait passé des instructions au juge instructeur Lamarre Bélizaire pour qu'il rende une ordonnance de non-lieu en faveur des deux prévenus. Et le magistrat s'est empressé d'obtempérer à l'ordre reçu. Mais, suite à un appel interjeté par le commissaire du gouvernement d'alors, auprès de la Cour de cassation, le jugement qu'avait rendu le juge Bélizaire fut cassé et un nouvel ordre d'amener fut passé contre Sonson Lafamilia. Mais il avait eu le temps de prendre la poudre d'escampette, se réfugiant en République dominicaine où il vivait paisiblement, faisant profil bas. Mais, comme on dit la faim sort des bois le loup affamé, le plaisir crasse attire les voyous. Sonson Lafamilia est sorti de sa cachette pour aller se faire divertir par Michel Martelly, qui devait offrir un spectacle à Santo Domingo. Une opportunité pour les autorités policières dominicaines, toujours aux aguets, de l'intercepter.

L'enfer s'est déchaîné, l'étranglement de Port-au-Prince...

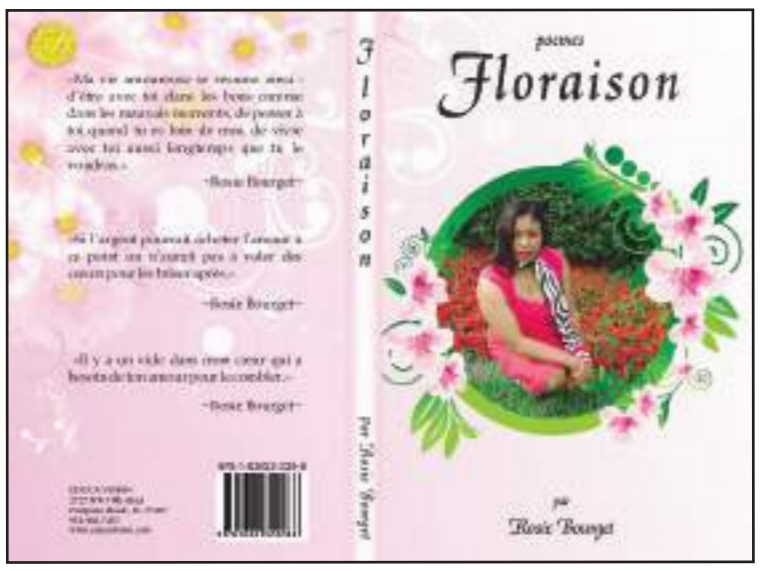
À la faveur de cette guerre inter-gangs, dont les acteurs sont des proches du pouvoir, c'est l'enfer qui s'est déchaîné. Dès lors, il faut se demander à quand interviendra le cessez-le-feu. Car l'offensive inter-gangs a fait suite à une attaque précédemment lancée par les gangs armés voulant étendre leurs tentacules sur d'autres quartiers, particulièrement ceux situés dans les hauteurs de Pétion-Ville, fief des couches aisées d'Haïti. C'est cette ambition qui a motivé l'opération menée, il y a deux semaines, par le chef de gang « *Ti-Makak* », qui s'est, depuis, installé à Laboule 12, plus particulièrement à Grenier, Désiré, Desrivières, et Fessard, endroits dont il fait son fief. À en croire certaines gens qui passent pour être dans l'intimité de ce chef de gang, son entrée à Laboule 12 a pour raison principale l'accaparement d'une partie des propriétés de Jean-Mau Santo Petit, généralement connu sous le sobriquet « *Toto Borlette* », détenteur de vastes propriétés dans cette zone.

Ancien soldat du défunt chef de gang Arnel Joseph, dont il fut, dit-on, le beau-frère, mais qui a été tué, par des policiers, le 26 février de cette année, suite à l'évasion de la prison de Croix des Bouquets, Ti-Makak s'est taillé une place de choix dans le monde des gangs armés. Dans les milieux proches de la famille d'Arnel Joseph, on laisse croire qu'il serait le gérant des propriétés du défunt.

Ti-Makak et ses « *soldats* » opèrent dans les hauteurs de Pétion-Ville, depuis déjà quelque temps. De toute évidence, en tant que chef de gang armé, il représente un autre bras criminel du Palais national. Car lui et ses hommes se spécialisent dans ce que les gangsters font le mieux : voler, kidnapper et rançonner qui ils veulent quand ils veulent, sans jamais être inquiétés par les autorités. Depuis des semaines, les opérations criminelles de Ti-Makak privilégient les quartiers de Thara, de Grenier, de Désiré et de Fessard, dont ils rançonnent les résidents.

Il faut souligner aussi que si Toto Borlette dispose de son propre gang armé, histoire de protéger son territoire, les hommes de Ti-Makak ne baissent point pavillon devant eux. Aussi, de temps à autre, se produit-il des affrontements entre ces derniers et

Suite en page 4



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca
Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 9 - 16 juin 2021.qxp_HO 6/9/21 5:13 AM Page 4

INSÉCURITÉ GÉNÉRALE, GANGS ARMÉS ET POUVOIR PHTK

La guerre civile est déjà lancée

L'affrontement des armées criminelles, une lutte interfamiliale ?

Suite de la page 1

des proches de l'homme borlette. De ce fait, la situation sécuritaire de cette zone s'est systématiquement dégradée depuis l'assassinat de Rodney (ainsi connu), qui assurait la protection des biens de Jean-Mau Santo Petit. Selon toute vraisemblance, il existe une relation certaine entre la mort de Rodney et l'invasion de Laboule 12.

Car, comme dans toutes les zones contrôlées par les gangs, la sécurité des habitants est sérieusement affectée. Les bandits imposent leur loi, dans l'impunité totale. Si inquiétante qu'est devenue la situation que l'Église Notre Dame des Douleurs sollicite une intervention immédiate des forces de l'ordre, avant que les malfrats ne s'installent pour de bon. L'organe de presse en ligne *TripFoumi Enfo* a signalé une intervention de la Police à Laboule 12, qui s'était soldée par les policiers battant en retraite, car essuyant des feux d'armes meurtrières des bandits.

Les forces de l'ordre avaient tenté de mener une opération au niveau de Laboule 12, afin de déloger ces présumés bandits. Mais, les hommes de Ti-Makak avaient riposté avec des armes de gros calibres. Ce qui avait contraint des agents de la Police Nationale d'Haïti (PNH) à faire marche arrière.

Il faut conclure que la situation constatée présentement à Thara, Grenier, Désiré et Fessard n'est pas différente de celle qu'avaient connue les quartiers désormais appelés « *zone de non droit* ». Les criminels commençaient à s'installer timidement, prétextant posséder des armes défensives, dans l'unique but d'assurer la protection de leurs communautés. Mais leur rôle a changé, au fur et à mesure qu'ils prenaient du poil de la bête. Et que les hommes au pouvoir les prennent pour des alliés, dans le cadre de leur utilisation, à des fins politiques, pour se maintenir au pouvoir.

Cet usage des gangs armés a débuté avec Michel Martelly, digne héritier du duvaliérisme, s'érigeant en émule de Papa Doc pour se perpétuer au pouvoir. N'ayant pas eu le temps de transformer ces gangs armés en sa milice personnelle, il a mis en place des infrastructures permettant de concrétiser ses ambitions, par le truchement de Jovenel Moïse. Voilà pourquoi ce dernier ambitionne de rester au pouvoir pour un demi-siècle, comme l'avait déjà déclaré l'ex-Premier ministre Jack Guy Lafontant.

Quand les gangs armés décident de dominer la Police

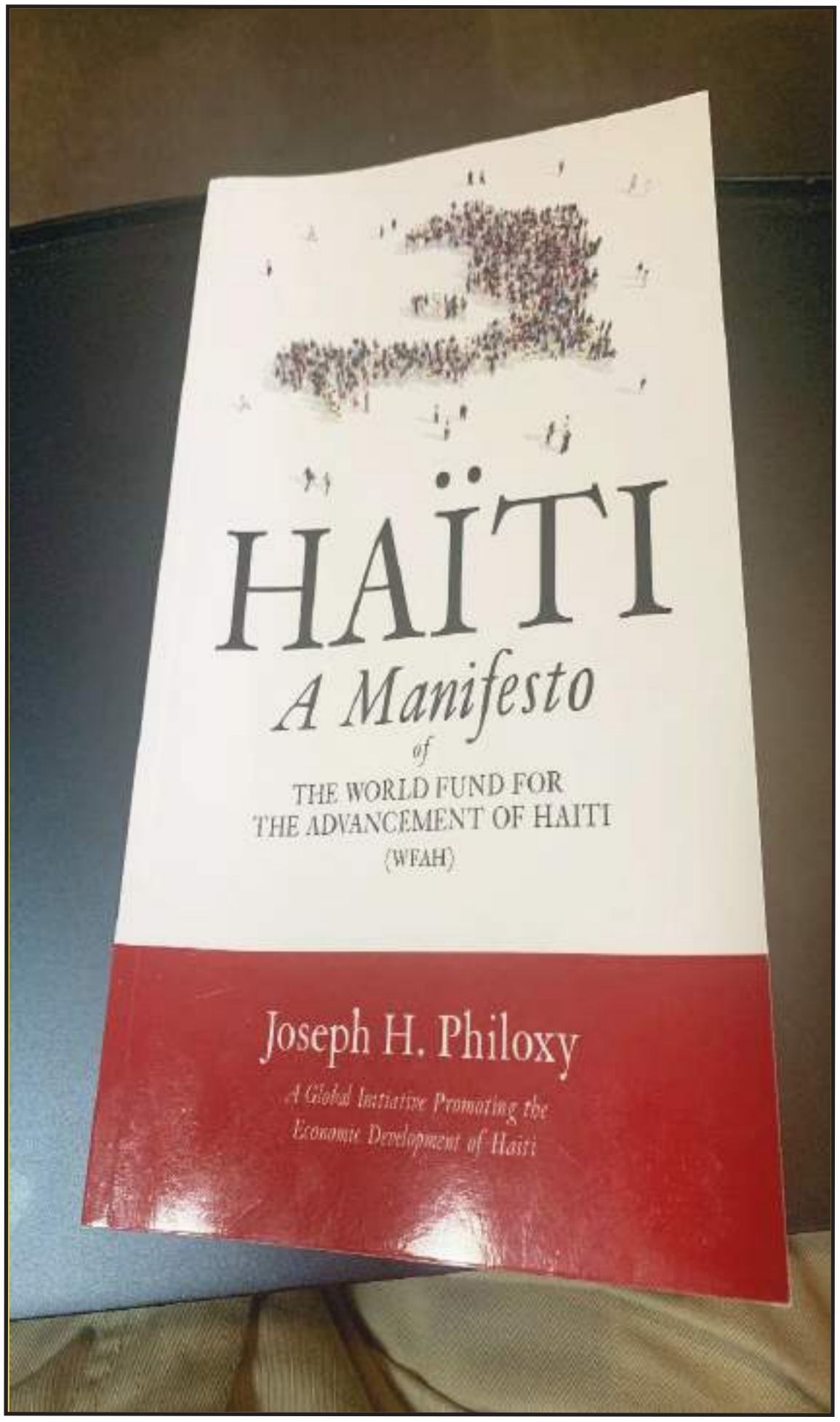
En pratique, cette dernière attaque lancée contre les installations policières, dans la juridiction de Cité Soleil, constitue une simple manœuvre militaire, histoire de s'entraîner, en vue de l'attaque proprement dite. Il faut préciser que les bandits ont un grand avantage sur les forces de l'ordre, qui ont été mises en déroute, à l'occasion de chaque affrontement, dont le plus destructif est celui du 12 mars, lors de l'opération menée par la PNH, à Village de Dieu, contre les bandits, opération qui s'est révélée le tombeau d'au moins six policiers, la force d'invasion ayant été totalement détruite. Tout cela met la Police en situation d'infériorité, par rapport aux gangs armés. On comprend pourquoi les policiers sont pris de panique et partent avec leurs queues entre leurs pattes, toutes les fois que des bandits font irruption dans leurs espaces.

De toute évidence, les bandits n'ont pas encore l'ambition de changer de stratégie. Toutefois, il ne faut pas écarter la possibilité qu'il arrivera un moment où ils ambitionnent de jouir des privilèges accordés aux « *chefs* », surtout que, armés comme ils sont, personne ne peut les empêcher d'avoir accès à ce qu'ils désirent, ou de s'en emparer tout bonnement. Mais, d'ores et déjà, les gangs armés détiennent de grands pouvoirs, y compris celui de déterminer où les dirigeants du pays peuvent se promener.

En effet, bien que le Premier ministre de facto, Claude Joseph, ait annoncé avoir effectué une promenade à pied, à Martissant, en compagnie du directeur général de la PNH, afin d'y rétablir la paix et la circulation de véhicules, il a dû payer un prix pour ce privilège. Selon le protocole établi avec les malfrats, par rapport à cette balade, Claude Joseph et les hommes qui l'accompagnaient ne pouvaient se promener que durant deux heures, en retour de 10 millions de gourdes versées à la caisse.

Il y a fort à parier que les gangs armés ne sont pas au bout de leurs ambitions. Autant dire, ils ne vont pas limiter leurs guerres seulement en conflits entre criminels. Dans la mesure où leurs attaques contre les commissariats leur permettent de récupérer facilement des armes et des munitions, pourquoi arrêteraient-ils de telles opérations ?

L.J.



We recommand this book authored by a colleague, Joseph Hughes Philoxy. It can be purchased at Amazon. The author may be reached at jphiloxy@hotmail.comß.

Journal 9 - 16 juin 2021.qxp_HO 6/9/21 5:13 AM Page 5

NOUVELLES BRÈVES

Le référendum renvoyé officiellement, à quand le tour de Jovenel Moïse ?

C'est définitif, le référendum du 27 juin de Jovenel Moïse est renvoyé *sine die.* En effet, c'est confirmé avant-hier, lundi 7 mai, par Guylande Mésadieu, présidente du Conseil électoral provisoire (CEP) qui, depuis vendredi, 4 mai, avait sonné l'alarme dans un communiqué, disant que « *le calendrier des activités relatives au référendum constitutionnel et aux élections municipales, locales, législatives et présidentielles de 2021* ***pourrait être modifié*** ».

Il ne s'agit pas vraiment de « *modification* », comme le premier ajournement, car avant la date du 27 juin, il était question du 25 avril. Maintenant, aucune date n'est avancée pour la reprise des activités référendaires dénoncées de toutes parts, tant au pays que dans la communauté internationale. Pourrait-on dire que la nature l'a emporté, car annonçant la mauvaise nouvelle pour le président de facto, la présidente du CEP jette le blâme sur la « *recrudescence des cas de contamination de la COVID-19 dans le pays* ». Ne voulant pas entendre raison, quand il s'agit d'humains, Jovenel Moïse a dû fléchir devant la nature. Ne serait-il pas coupable d'avoir causé tant de pertes de vies humaines ? Car, il a fallu l'intervention de la pandémie pour le mettre à genoux.

Le sénateur Joseph Lambert, président du tiers du Sénat restant, fut parmi les premiers à commenter cette action, disant qu'il envisageait le bien de la nation quand il avait pris position contre le référendum de Jovenel Moïse. En effet, il avait déclaré, lors d'une interview, accordée le 26 mai, à Jodel Alcidor, de la revue *Transparans* en ligne, qu' « *il n'y aura ni référendum ni élections* » avec Jovenel Moïse. Le quotidien *Le Nouvelliste* l'avait cité, disant que les bureaux du référendum seraient détruits dans tout le Sud-Est si l'on s'aventurait à les installer.

Le ministre de la Justice, Rockefeller Vincent, aura bien appris sa leçon lorsqu'il eut à

Mathias Pierre va se trouver un autre passe-temps.

dire que « ***c'est Dieu qui m'a sauvé la vie*** » quand il a été pris à partie par les Jacmeliens, le mardi, 1er juin, lors d'une visite à la capitale du Sud-Est pour s'entretenir avec les autorités locales sur les activités référendaires. Il a dû laisser la ville en trombe, passant par les montagnes de Seguin et de Kenscoff, pour retourner à Port-au-Prince, « *wout pa bwa* », selon la malice populaire, la route principale de l'Amitié ayant été bloquée.

Alors, la question se pose : À quand le tour de Jovenel Moïse de disparaître comme son référendum ? Car, Joseph Lambert avait bien prédit : « *Il n'y aura ni référendum, ni élections avec Jovenel Moïse !* ». Avec cette mission de l'Organisation des États Américains sur place à Port-au-Prince depuis hier, mardi, 8 mai, on devait profiter de la situation pour discuter du plan de sortie de ce président de facto auquel on doit montrer la porte.

***La mission de l'OEA boudée par le secteur démocratique et populaire.** Tandis que le président de facto Jovenel Moïse s'est empressé de lancer un tweet, durant la journée d'hier (mardi, 8 mai) concernant l'entretien qu'il a eu avec la délégation de l'OEA, mais avare en détails, soit seulement que « les discussions ont porté sur la situation sécuritaire et sanitaire ». Plusieurs groupes de l'opposition, en tête de liste, le Secteur démocratique et populaire, ont boudé l'invitation de s'asseoir avec la délégation. À quoi s'attendre? Voir les éditoriaux, en français et en anglais, pages 10 et 11, pour de plus amples détails.

***La Cour suprême des États-Unis a voté, à l'unanimité, empêchant le statut d'immigrant aux tenants du TPS.** C'est lundi, avant-hier, 7 mai, que la plus haute instance judiciaire américaine a pris

Rockefeller Vincent, tout penaud après l'ajournement sine die du référendum.

une mesure qui affectera, sans nul doute, les tenants du statut temporaire dit *Temporary Protected Status* (TPS) accordant aux résidents illégaux le droit de demeurer au pays durant une période donnée et de travailler normalement sans encourir des peines.

Comme on le sait, il y a quelque deux semaines que l'administration Biden a prorogé pour 18 mois, partir du 21 mai, le statut TPS pour les Haïtiens qui allaient perdre cette protection et passibles d'être envoyés en Haïti. Selon les statistiques disponibles, plus de 100 000 ont bénéficié de cette décision de l'administration américaine, qui indiquait que la situation en Haïti, sur tous les plans, étant catastrophique, on ne saurait envoyer ces réfugiés dans ce pays devenant « un enfer », selon une déclaration de l'Église catholique en Haïti.

Le TPS accordé aux compatriotes haïtiens échoue-

Guylande Mésadieu, la présidente du CEP croupion, a dû encaisser sa défaite.

ra au mois de novembre 2022. Il faut, dorénavant, que les avocats des immigrants et les organisations œuvrant dans la protection des sans papier s'activent pour le prolongement du TPS, car la décision de la Cour suprême est muette à ce sujet. Par ailleurs, les tenants du TPS qui auraient épousé un (e) citoyen (ne) américain (e) auront le droit à la carte verte, c'est-à-dire la résidence.

Faut-il rire— ou pleurer— s'agissant du tweet de Mathias Pierre, ministre chargé de faire la promotion du référendum et des élections, tout en maintenant le contact avec les partis politiques?** Tout d'abord, il faut lire le tweet de ce grand défenseur du Chef suprême, posté sur Tweeter, hier mardi, 8 mai, à 6;34 pm : ***« Les bulletins pour le référendum sont arrivés cn Haïti comme prévu. C'est le premier lot de matériel sensible ».

Assurément, il est au courant du report *sine die* du référendum. Cela fait-il partie du plan concocté pour couvrir les arrières de ceux et celles mêlée-s dans le dépeçage des USD 40 millions (40 000 000.00 $) déboursés pour le référendum bidon de Jovenel Moïse, ayant « ***bwè luil*** », comme on dit dans notre savoureux créole.

Vu que la Constitution de 1987 est toujours en vigueur, on veut croire que la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux administratif (CSC/CA), a du pain sur la planche pour déterminer si vraiment tous les 40 millions de dollars ont été engloutis par du « matériel sensible » et autres. Et c'est un dicton créole qui sied bien en la matière : « ***Fòk yo jije, men sa se twòp atò!*** »

***Les dégâts de la COVID-19 en Haïti dépassent l'imagination. Dire qu'on se croyait à l'abri, car épargnés l'année dernière, quand a débuté le fléau. Voir en page de garde l'analyse de Léo Joseph.**

***Le 22 juin ce seront les élections primaires démocrates à New York, pour renouveler le personnel politique. Il faut s'impliquer, en utilisant le droit de vote pour se donner des représentants valables —au Conseil municipal, dans les tribunaux ainsi qu'à la mairie ainsi et ailleurs.**

Pierre Quiroule II
9 juin 2021

AVIS À NOS AMIS ET LECTEURS

La prochaine édition d'-O ne sera pas publiée le 16 juin, nous serons en congé. Nous vous donnons rendez-vous au 30 juin, date de la prochaine édition.

NOTICE TO OUR FRIENDS AND READERS

The next issue of the paper will not be published June 16m we'll be on vacation. Back in touch June 30, date of our next issue.

Journal 9 - 16 juin 2021.qxp_HO 6/9/21 5:13 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Lè gang ap batay, Lapolis kouri, swa-dizan gwo chef rantre anba kabann, yo pa di kwik !

Tout semèn pase a, depi nan madi, premye jen, gang ap batay antre yo nan zòn sid Pòtoprens, nan Fontamara ak Matisan. Yo fè anpil dega, touye mounn, piye boutik mounn yo, lakòz ke youn bann Ayisyen vin refijye nan pwòp peyi yo. Nan kout kat la, youn pati nan peyi a, ke yo rele « *Le Grand Sud* », soti depi Matisan rive jouk anba nan Jeremi, bloke. Yo koupe tout kontak ant 4 depatman edmi ak kapital la, dizon lamwatye depatman yo, paske se 10 ki genyen. Antouka, diran tout semèn pase a, machin ki te soti nan depatman sa yo pa t ka rive nan kapital la. N ap pale de Sidès (Jakmèl), Sid (Okay), Nip (Ansavo-Miragwán), Grandans (Jeremi) epi youn pati nan Lwès la (Leogán, Grangwav ak Tigwav).

Se bagay nou pa janm tande pou bandi ame jouk nan dan ak gwo zam fannfwa pran kontwòl tout youn zòn nan kapital la epi anpeche trafik pou prèske lamwatye peyi a. Sitiyasyon an tèlman grav, otorite pa ka travèse Matisan, kote bandi ak gwo zam anpeche yo al Leogán pou arete avoka Jean Danton Léger k ap tann yo ak manchèt li nan men l. Jan nou tande l la, mounn ak manchèt merite arete, trennen devan Lajistis. Men bandi ak zam fannfwa pa reprezante youn menas, menm si yo touye mounn epi devalize kay yo. Se prezidan de fakto a, asosye yo, ki ba yo salon, epi yo rantre nan tout chanm, flank tout mounn ki te la yo deyò.

Ann tounen sou ajisman gang yo nan zòn ki sou kontwòl yo a. Rive nan jedi, se gwo kouri ki te genyen nan Fontamara ak Matisan. Mounn kouri kite kay yo, menm granmounn sou baton, fanm ansent, timounn tou piti. Gen ladan yo ki pa t menm gentan pran rad ak soulye, tèlman yo t ap kouri pou sove lavi yo anba bal ki t ap tire prèske san rete. Bagay ki pi rèd, bandi yo fè polis ki te nan komisarya nan zòn nan kouri kite, bay tè a blanch. Se yo ki mèt kounnye a. Sa m ap di a se pa nouvèl pèsonèl mwen, osnon m tande nan radyo, se zanmi mwen gen ki abite Fontamara ki rele m nan telefòn pou esplike m ki kalvè y ap monte. Kounnye a sa afekte m pèsonèlman.

Epi sitiyasyon an ap vin pi mal, paske gang yo frape nan zòn nò kapital la tou. Nan samdi, 5 jen, yo atake pòs polis Dwouya (Drouillard) ki bò Site Solèy. Yo menm touye enspektè jeneral lapolis ki te anchaj pòs Dwouya a, Adolphe Myradel. Selon youn rapò ofisyèl lapolis, bandi yo pran tout zam ak lòt ekipman pou kominikasyon. Antretan yo annile 2 sistèm kominakisyon polis te genyen nan biwo polis sa a. Se te

Klod Jozèf, Premye minis defacto, ki se chèf Lapolis, te oblije peye pou l pwomennen nan Matisan.

youn mouvman byen koòdone, pandan youn gwoup t ap frape Dwouya, gen lò ki t ap frape pòs Kazo (Caseau), Divivye (Duviver) ak stasyon pou al Gonayiv la (Gonaïves). Nan pòtay Sen Jozèf (Saint Joseph), yo touye tout polisye yo te jwenn. Jiskaprezan nou pa gen chif pou di konbyen.

Èske se prepare gang yo ap prepare pou ansèkle Pòtoprens anvan yo deside pran Palè a menm ? Epi èske se pa youn plan byen detèmine ak Jovnèl Moyiz (Jovenel Moïse) li menm ? Paske depi deblozay yo tanmen nan madi semèn pase a, prezidan defakto a bèbè, li pa janm di kwik. Ou ta di li ta chita ak chèf polis la, Leon Chal (Léon Charles), ansanm ak Premye minis la, Klod Jozèf (Claude Joseph), ki sanse nan tèt Polis la, pou yo ta planifye youn atak sou bandi yo ki te deja pran Fontamara ak Matisan, anvan dènye devlopman sa yo nan lòt zòn onò kapital la. Se jouk nan dimanch, nou tande Premye minis Klod Jozèf, ak direktè jenneral polis la, Leon Chal, fè youn parèt nan Matisan. Men n aprann se 10

Jimi Cherizye, ki gen tinom Babikyou, bon zanmi prezidan defakto a, pa fasilite l youn pwomnad nan Matisan.

milyon goud yo te debouse bay bandi yo pou yo te ka otorize pou vin nan zòn nan. Atò nou konn kilès ki vrèman chèf ann Ayiti. Li byen klè pou tout mounn, Se gang yo.

Selon youn rapò ki vin jwenn nou, sanble Leon Chal te fè youn chapad byen vit nan jedi pou l te rankontre mesye Ameriken yo, pou diskite sitiyasyon an. Èske l te esplike kontak li yo koneksyon ki genyen ant Jovnèl ak gang yo, e kijan sitiyasyon an make san menm pou li ? Si yo ka touye youn enspektè polis, yo ka tou pase pran direktè jeneral la tou, dekwa pou se chèf « *Gang federe* » yo, ***Jimmy Chérizier***, ke tout mounn konnen sou non ***Babekyou*** (Barbecue) ki ka vin pran direksyon Polis la. Lè sa a, ofisyèlman gouvènman an pral youn « **Gouvènman gangsterize!** »

M ap retounen sou nou ak deblozay Fontamara ak Matisan an pou n mande kilès gang sa yo k ap opere lòt bò a. Yo di se gang Gran Ravin, nan Matisan, ak gang Tibwa, nan Fontmara k ap twoke kòn. Men nou tande ke Babekyou te voye ranfò bay gwoup pa l nan Gran Ravin, ekip Krisla a, menm gang ki t al nan legliz advantis nan Dikini an, pandan sèvis t ap fèt epi ki te kidnape pastè a, chèf koral la ak 2 lòt fidèl. Nou ka sonje ke prezidan an pa t di kwik lè sa te fèt, paske se gwoup Krisla a ki travay pou defakto a, ki t ap opere lè sa a).

Vwala ke menm gwoup sa ann aksyon ankò nan menm zòn nan, epi prezidan defakto a rete bouch be, pa menm youn ti mo de sinpati pou fanmi yo k ap sibi, ki oblije kouri kite kay yo, al refije sou plas piblik. Omwens Legliz katolik mete youn kominike deyò pou prezante sinpati pou mounn yo epi deklare solidarite ak yo. Fò m di tou m wè Rejinal Boulòs (Reginald Boulos), ki gen Mouvman Twazyèm Vwa a, mande tout mounn ki gen biznis tankou l pou yo vin ede mounn Fontamara ak Matisan yo. Antouka, lè nou byen konsidere sa k ap pase a, Jovnèl Moyiz nan konfyolo ak gang asosye l yo. Pouki rezon ?

Menm Madan Gilann Mezadye (Guilande Mésadieu) mete youn bemòl sou kesyon referandòm nan. Nan vandredi, ki te 4 jen, madanm nan lage youn pawòl pou l di *« Le calendrier des activités relatives au eferendum constitutionnel et aux élections municipales, locales, législatives et présidentielles de 2021* ***pourrait être modifié*** ». De ki prevyen ? N ap kite l pale *:* « ***Cette modification serait dû à la recrudescence des cas de contamination de la COVID-19 dans le pays*** ».

Menni, y ap lage tout chay la sou do pandemi an k ap fè ravaj nan peyi a. Se kòmsi menm lanati kont referandòm tèt chat Jovnèl Moyiz la. Apre prèske tout peyi a leve kanpe, ap rele anmwey yo pa nan referandòm, vwala ke lanati foure bouch nan kesyon an tou. Se pa mwen ki di, se Madan Mezadye, ak pwòp bouch li ki di COVID la pa vle koopere ak bann atoufè Jovnèl Moyiz yo. Akòz tèt di yo, vwala ke tout youn peyi ap peye po kase a.

Mezaanmi, byenwo, kote yo pa wè, gen pi gwo fòs k ap veye pou pèp ayisyen pa pran move kou anba youn nouvo dictatè ki panko menm sevre. Paske referandòm se louvri pòt bay youn konstitisyon tankou sa Franswa Divalye (François Duvalier) te itilize nan lane 1961 pou l te bay tèt li youn lòt manda 6 zan, nan mitan manda l ki te kòmanse 22 oktòb 1957. Pi devan, pouvwa dous, li fè youn lòt referandòm nan lane 1964. Fwa sa a li ranje konstitisyon l pou l prezidan avi. Vrèman li mouri nan kabann ni nan mwa davril 1971, men pa anvan li desann laj pou prezidan jouk sou 18 an. Epi se konsa ti bonnonm ni an, ki te gen 19 an, vin prezidan avi tou. Eksepte, li pa mouri sou pouvwa, pèp la voye l ale nan dat 7 fevriye 1986. Epi kounnye a, Jovnèl Moyiz konprann li ka tounen ak menm rejim sa a, ansanm ak gang yo, ki

Leon Chal, direktè jeneral Lapolis, pa lib pou l mache Matisan san otorizasyon chef gang yo.

se nouvo Tonton Makout pa l la.

Antretan, kisa n ta disi nou wè gang, ki deja montre fòs yo, deside yo p ap pran dikta nan men zòt ankò, epi yo mache sou Palè epi fè sa k gen pou fèt la ! Nou pa bay pèsonn bouch, men sa yo jwenn

Ti-Lapli, the biggest chief of Gran Ravin

sanzatann nan, se yo ki chache l. Mwen voye dlo m pa mouye pèsonn. Mèt pawòl, ranmase koze w. M ale !

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
9 jen 2021

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 9 - 16 juin 2021.qxp_HO 6/9/21 5:13 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

tells of a breakdown in authority to the benefit of the gangs. From the President to the Prime Minister and the General Director of the Police, all were absent.

It's not quite clear what is behind the outbreak of hostilities between the gang ***Ti Bwa*** (Small Stick) in Fontamara, and ***Krisla*** (The Christ) in Grand Ravine, part of Martissant. But the fact that Jimmy Chérizier, alias Barbecue, head of the "Federated Gangs" of the G-9 Family and Allies, dispatched reinforcements to help Krisla, tells of government involvement. For, Barbecue is an ally of the regime. Interestingly, it was unmasked bandits from Krisla who had invaded the Adventist Church at Diquini, near Fontamara, on April 1st, to kidnap the pastor at the pulpit, together with the choirmaster and two others, in a spectacular demonstration of gang power and impunity. The officials had not said a word at the time.

Among one of the first actions of the gangs, last week, was an attack against the police station in the area, which was quickly deserted by the police. The gangs cleaned up the place, taking away what they wanted. So, since June 1st, there hasn't been any police presence in the combat zone. By Thursday, June 3rd, people began deserting their homes to escape bullets that may not have been intended for them but which caused the death of some residents. The gangs raided the shops in the neighborhoods. Hundreds of individuals, including the elderlies, pregnant women and children becoming refugees in their own land. Of this I can testify because I was telephoned from Fontamara by friends telling me of their dire situation. It has become very personal for me.

In a show of their power, at Martissant, the gangs blocked all vehicles, including those loaded with produce en route to Port-au-Prince. People were searched and robbed of money and cellphones. Any passers-by have to put both arms in the air, as if pleading for mercy. Imagine the chaos of traffic being stopped at Martissant from four departments —South, Southeast, Nippes and Grand'-Anse in the far southwestern tip of the island—as well as from three cities in the Western department –Léogâne, Grand Goâve and Petit-Goâve, All must transit through Martissant to reach the capital.

What is more disturbing is the height of irresponsibility of the so-called authorities. Not a word of comfort from the President or the Prime Minister. And the Chief of Police didn't dispatch any of the elite units of the Haitian National Police (French acronym HPN) to face the heavily-armed bandits. Forget the resurrected Armed Forces with fewer than 1,000 recruits. That no official, not even the Minister of Justice and Public Safety, appeared on TV, or went on radio, to say something about what was happening, left people wondering about an accord between those in government and the bandits.

On Sunday, June 6, interim Prime Minister Claude Joseph, who chairs the Police Board (CSPN) and PNH Director General Leon Charles finally made it to the Fontamara-Martissant front. However, it's said that the officials had to disburse 10 million gourdes, or about $107,-000.00, at current exchange rate, to the leadership of the bandits. Following his quick visit, the Prime Minister, with an air of satisfaction, told the press he had visited the area *"to see for myself that the Police has brought order to the situation."* As of Monday, June 7, my contacts from Fontamara said they had not returned home yet, given that the bandits are still around.

Bougoy, the chief of the gang in Gran Ravin

Expanding bandit operations, Police posts attacked in northern part of Port-au-Prince

Saturday evening, June 5, in coordinated attacks, heavily armed bandits simultaneously hit four Police posts in the vicinity of Cité Soleil, the most important being Drouillard, as well as Duvivier, Sierra 2, and the Gonaïves station. The Police inspector Adolphe Mirabel, at Drouillard, was killed and one policeman was wounded in the thigh.

In a preliminary Police report made public, *"more 20 Police guns, including a T65 and other materials were taken by the criminals, who had disarmed all the policemen."* They also took communications equipment and other stuff while dismantling two communications networks at the Drouillard station. Then, on Sunday morning, a police post at the St. Joseph, at the northern entrance to the capital, came under attack. Three policemen there were killed and their bodies burnt.

Undoubtedly, the gangs, with some official support, may be attempting a coup against the Police in general, so that one of their own, the infamous Barbecue may assume the leadership of the Police that will incorporate the gangs in the corps. Not unlike the Tontons-Macoute of François "Papa Doc" Duvalier, who eventually eclipsed the regular army, these modern-day bandits will eventually overwhelmed the Police. As is known, the Tontons-Macoute carried out the dictator's repression, amounting to more than 30,000 dead and many more thousands of refugees forming today's Haitian worldwide diaspora

This is not far-fetched when one considers Jovenel Moïse's intention to have a new constitution unconstitutionally approved in a referendum which was scheduled for June 27. In that constitution, power will be concentrated in the presidency, who enjoys impunity for wrongdoings during his time in office. As of last Friday, June 4, Guylande Mésadieu, president of the unconstitutional Provisional Electoral Council entrusted with overseeing the referendum, said, *"there could be delay with the referendum and the elections, due to a resurgence of Covid-19"* in Haiti. Interestingly, nature seems to be joining forces with the majority of the Haitian population denouncing the referendum.

It is in that context that a diplomatic commission from the Organization of American States (OAS) arrived in Port-au-Prince yesterday (Tuesday May 8), in a move to bring an end to the multi-dimensional crisis that has been festering for too long. The international community bears much responsibility for what's happening in Haiti now. Because for unknown reasons, the bigwigs of the Western world have maintained their support of Jovenel Moïse despite his massacres of citizens in various shantytowns and other shocking murders like that of Monferrier Dorval, president of the Port-au-Prince Bar Association. Forget his financial shenanigans with State funds, as denounced by the State Accounting Auditors, as if unbridled corruption is a virtue. Besides, there's also his checkered past, having been sworn into office under an indictment for money laundering.

Thus, most of those in the opposition in Haiti and outside, suspicious of the OAS that has been like a babysitter for the Haitian de facto president, assert that the only thing that should be negotiated is the when and how Jovenel Moïse will be ushered out of office.

RAJ
9 June 2021
at *raljo31@yahoo.com*

Tomorrow, Haiti: The Bandits of the International Public Order

By Dr. Jacques-Raphaël Georges, DAV

"... Well, two deceased! One more to go, in a manner of speaking. When Pamela White, Michele Sison, and Helen La

Jacques-Raphaël Georges

Lime tell you about Haiti, all borders are abolished: racist ideology, triumph of fictional lies over true reality, extortionary crookedness over noble diplomacy. Men and situations must yield to the magisterium of the new inquisition! One has to, alas, go through the moral lessons of unscrupulous people who know much about neither Haiti nor Haitians for that matter, but portray them as they want them to be ... during their small talks, they pretentiously call seminars, at the State Department. This truly amounts to a real contempt for the Other!" (DAV)

Gangster, dishonest, reactionary, and enemy of the people of Haiti, these are just a few words that could each encapsulate the criminal regime of the Duvaliers, whose collapse could have been one of the most fascinating occurrences in world history. It was not. Its organizers, who in turn have become state criminals, devoid of imagination, stepped in. In good conscience and dubious ulterior, the defenders of the system and their accomplices from the International Crime conglomerate, weighed down by their own crimes, while claiming high morals, did not want to part with it.

The artists are absent from the scenarios. No defendant like Gilles de Rais, this faithful companion-in-arms of Joan of Arc, taking responsibility for all his acts. No prosecutor like Saint-Just throwing off the mask of legality.

"**It's time for Jovenel Moïse and his black SSs to face their Nuremberg**!"

Not even the somber beauty of Moscow trials, where everyone lies but remains implicitly consistent with an insane modus faciendi, could rival what is going on in Haiti's courts under Jovenel Moïse. Each time that I am compelled to even think of this repulsive being, I feel a tide of vomitus rushing up my stomach.

History has witnessed great trials in the United States and Europe. Let us dare to remain different. The truth and its auxiliary, the facts, must continue to be the guiding lights of our principles. The salary of sin is universal. How can we, on the one hand, condemn Vladimir Putin when he comes down heavy handed on the corrupt Oligarchs, while we encourage and even partake in the festive carnivals of corruption going on in the Caribbean penitentiary colony? It's time for Jovenel Moïse and his black SSs to face their Nuremberg! I would like to see, side by side, on the same bench of infamy, before the same judges of the International Court, Jovenel Moïse of Haiti and Venezuela's Nicolas Maduro. I am convinced that the weight of blood in their case is overwhelming, but the most hardened criminal of the two is far from being the one that the free, democratic, Christian West would make us believe. Again, Enough criminal hypocrisy!

Oh, am I dreaming! If so, it is because I want to wake up with all of Haiti from the nightmares of impunity! This is not in our ADN. If it appears to be so, it is simply because we have allowed it to go on for so long. Yes, we have allowed impunity to cover law and order like a shroud… *Sursum Corda!* … Enough is enough!

The Law of the Jungle reigns supremely! Viewed from this angle, the fall of the Duvalier dynasty on February 7, 1986 was the triumph of mediocrity, the gravest massacres and crimes in

Continued on page 12

Journal 9 - 16 juin 2021.qxp_HO 6/9/21 5:13 AM Page 8

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

La catastrophe annoncée de l'Église infructueuse

DANS LA SUITE DES HOMÉLIES TOMBÉES

Par Dan Albertini

Entre (), l'autre crime de Jovenel Moïse selon un haut responsable du Ministère de la Santé, c'est d'avoir ignoré la réquisition de celui-ci, au ministère des Finances, pour les allègements prévisibles en oxygène et en production d'oxygène en faveur d'-achats de télévision pour le match perdant du Brésil à la coupe du monde de football. Plus qu'une pénurie aujourd'hui, il y a crise humanitaire, et des têtes de ponts médicaux atteints de COVID tombent, cause de manque d'oxygène. Fermons-les ().

Le cardinal Reinhard Marx ne sera plus pape si l'Église tombe [bien avant même], il est allemand. S'il est l'Allemand en scandale [de son pays], les autres, les Italiens en particulier ne sont pas mieux logés. Ceux Américains [McCarrik a été défroqué par le pape] non plus. Signe des temps, verra-t-on à l'aube, le pape noir non-papabile, la fumée blanche anticipée à la curie annonçant 'habemus papam' pour calmer ? Calmer Dieu. Calmer en ses prières sur le pardon, car le Noir a été agressé [esclave]. Calmer l'Église en sa patrie en rang serré de panique. Apaiser l'État membre de plus en plus contrarié par l'absence de justice chez l'État observateur. Si c'était là le drame catho, mais, le drame est aussi et surtout adventiste. Car sans Vatican, l'homélie adventiste est plus qu'égarée, mais menteuse puisque son calcul est bâti en entité protestante qui voit Satan à Rome [cachant 1844, et l'erreur de l'homélie dans la liturgie sur les mariages amalgamés]. Si Rome dans la compréhension du cardinal Reinhard Marx ne résiste pas à la déchéance prématurée sans apocalypse, dira-t-on alors. Si l'Allemagne échoue dans sa thérapie de choc, qui en dehors du Great Empire réussira ?

Signe des temps

Est-ce à dire dans ce contexte où l'on a vu ce rabbin juif visiter Shalom, l'église de Muscadin fort de son écho, faible de ses scandales aussi. On aura vu André Muscadin embarrassé, déguisé en ce qu'il ne peut proposer aux fidèles. Jésus ressuscité est déjà prêché. Si l'on imagine son étonnement tellement remarqué, que dire de l'auditoire de ce marché désormais inapte à agresser le vaudouisant haïtien par la foi de la liberté religieuse, même si les amours d'Ismaël souffrent de la haine de d'Isaac au point de lui donner la réplique sur la terre de Dessalines ?

Oui alors, rabbi est venu dire à l'Haïtien, son frère redécouvert, son Joseph s'il faut croire par la foi, que le pape noir serait probablement Chibly Langlois, le cardinal humble de pauvreté et découvert d'or et de gloire dans un pays où la prière ne passe plus au point où le bandit cesse l'homélie en cours pour négocier sa proie face à la caméra, en toute tranquillité. Il faut donc un miracle de suite pour tous, mais à chacun son gain, pour faire croire ici encore à 'la parole', dans un pays où celle-ci ne compte pas même si on n'est pas mort sans paroles. C'est donc ça la foi dira-t-on quand il y a signe des temps. Bonus, l'ambassadeur russe rentra, accrédité sans appel, en Haïti?

Était-ce donc là, , croise l'axe du Groenland pour atteindre le golfe du Mexique, et redescendre par la Jamaïque et se déposer à Mouillage Fouquet, en Haïti ?

Ce ne sont pas des prévisions ni des constatations, mais des interrogations du dies.

Revenons aux homélies infructueuses dans le contexte de l'Église, et le Vatican Rome en crise à Rome. Comment peut-on ignorer les temps de la fin de la COVID, comme pour son arrivée et pour sa source, en matière de pandémie, dans l'église quand le prophète protestant réformé sait lire les signes de Dieu éloignés, depuis les débuts interprétés jusqu'à la fin, Apocalypse soupçonnée ? Mieux que le prêtre en décadence.

Cela ne vient pas de moi, ce sont les promesses plus que de la foi transmise, des percepteurs de dîme et d'offrandes, au nom de Dieu, qui promettent des miracles (en fonction de l'enveloppe des indulgences), en imposant les mains pour commander le mal, le mal le plus souvent à la merci du médecin. Pape François fait-il ses valises ?

Analysons en amateur ici, signe des temps : Benyamin Netanyahou le temps de partir. Israël [pays du rabbin vu chez Muscadin] ne pourra se construire la paix avec bb l'accusé, il faut accepter le fait que l'État d'Israël s'est construit une réputation en ne se laissant pas faire par des États arabes qui, non seulement lui était hostiles au point d'une agression lourdement armée organisée en vue de détruire, c'était dit clairement, mais, ce sont des États impudiques par le fait de maltraiter leur propre population civile. Rabbi cherche-t-il refuge politique chez l'Enfant de Dessalines ? Adieu Marx.

Journal 9 - 16 juin 2021.qxp_HO 6/9/21 5:13 AM Page 9

Journal 9 - 16 juin 2021.qxp_HO 6/9/21 5:13 AM Page 10

ÉDITORIAL

En déficit de crédibilité, que peut-on attendre de la Mission de l'OEA en Haïti ?

Attendue en Haïti, dans le cadre de l'utilisation de ses bons officies, pour aider à sortir Haïti de la crise multidimensionnelle dans laquelle l'a enfoncé le président de facto Jovenel Moïse, les acteurs politiques ne semblent pas miser gros sur les chances de l'organisme hémisphérique de sortir une magie de son chapeau. Après les dernières interventions de celui-ci dans les élections haïtiennes, qui ont favorisé l'accouchement de deux régimes PHTKistes consécutifs, il n'est pas en odeur de sainteté en Haïti. Surtout que son secrétaire général, Luis Almagro, affiche une attitude partisane dans le conflit mettant l'écrasante majorité du peuple haïtien aux prises avec celui qui occupe illégalement le Palais national.

Sur le terrain, en Haïti, les diplomates qui font partie de cette mission marcheront sur des charbons ardents. Car, quoi que disent et fassent les protagonistes, d'un côté comme de l'autre, l'œuvre des émissaires de l'OEA n'autorise aucun espoir de sortie de crise. Côté Palais national, l'argument auquel s'attache désespérément la gent du pouvoir est rejeté d'un revers de main par tous ceux qui se positionnent à l'opposé de Jovenel Moïse, qui ne cesse de répéter, et il s'apprête à le marteler devant la Mission : On ne prend le pouvoir que par le truchement des élections. Alors que les secteurs de l'opposition proclament à cor et à cri qu'aucune élection n'est possible avec ce dernier aux commandes du pays, tandis que ses représentants arguent que le départ de leur poulain « *n'est pas négociable* ».

Pour l'opposition dite radicale, formée par le secteur démocratique et populaire, au sein duquel évoluent l'avocat André Michel, l'ex-sénateur Moïse Jean-Charles et l'ancien sénateur Antonio Cheramy, pour ne citer que ceux-là, aucune possibilité sur cette question. Pour ce secteur, la solution de la crise passe « *nécessairement* » par le déménagement de Jovenel Moïse de la maison du peuple, au Champ de Mars. Surtout que son mandat présidentiel a pris fin depuis le 7 février dernier. De toute manière, ce secteur de l'opposition n'a aucune intention de rencontrer les émissaires de l'OEA, taxant cette mission de l'organisme régional de perte de temps, de gaspillage d'énergie et de ressources. Quand bien même de rares alliés de ce groupe seraient d'avis de se réunir avec les diplomates de l'OEA, ils ne souscriraient guère à l'idée d'aller aux élections avec M. Moïse qui, selon eux, n'a « *aucune crédibilité, ni légitimité* » pour organiser des élections. C'est, d'ailleurs, le point de vue véhiculé par le sénateur du Vermont Patrick Leahy, aussi bien que les 68 députés démocrates qui avaient adressé une lettre au secrétaire d'État américain exhortant le Département d'État à prendre ses distances par rapport à Jovenel Moïse. À cet égard, les opposants radicaux peuvent compter sur l'appui de ces parlementaires américains, qui interviennent de manière récurrente dans le dossier haïtien.

Par ailleurs, au moment où la Mission de l'OEA s'apprête à mettre le cap sur Haïti, l'intervention des fondateurs du « *Comité de la Chambre basse des États-Unis sur Haïti* » Andy Levin, du Michigan; Yvette D. Clarke, fille d'immigrants jamaïcains, de Brooklyn; Val Demings, de Floride; et Ayanna Pressley, du Massachusetts, vaut son pesant d'or. Car, tout en félicitant le président Biden d'avoir prorogé le *Temporary Protected Status* (TPS,) en faveur des Haïtiens, les représentants de cette structure estiment que le président américain devrait aller encore plus loin. « *Il s'agit d'une étape nécessaire, qui protégera les migrants haïtiens au milieu de la pandémie de COVID-19 et de la crise politique qui sévit en Haïti* », soutiennent-ils.

À cette même occasion ils incitent l'administration Biden à réviser toutes ses politiques concernant Haïti et à «*agir de toute urgence* » sur les demandes formulées, le 26 avril, par la Chambre des représentants des États-Unis, sous la houlette du président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre basse, Gregory Meeks, et du président du Comité démocrate de la Chambre basse, Hakeem Jeffries; ainsi que des dizaines d'autres membres demandant que soit changée la politiques des États-Unis envers le régime PHTKiste de Jovenel Moïse.

Entre le secteur gouvernemental et l'opposition radicale, se trouve le groupe qualifié de modéré, composé des formations politiques suivantes : MTV (du Dr Réginald Boulos), En Avant (de l'ex-député Jerry Tardieu), Dirpod, Entente, FND et Operasyon tèt ansanm. Il vient de publier un accord/proposition dans lequel est lancée la formation et l'installation d'un « *gouvernement d'entente nationale* », sans Jovenel Moïse. Il est prévu que toutes les responsabilités seront assumées par le Premier ministre. Cela signifie trouver une formule de départ de Jovenel Moïse.

Toutefois, déjà très mal vue en Haïti, pour s'être impliquée, selon ses détracteurs haïtiens, dans des magouilles malsaines ayant contribué à la contamination de la crédibilité des élections passées, l'OEA envoie cette délégation à Port-au-Prince au moment où son autorité est sérieusement laminée.

Certes, l'ambassadeur Ronald Sanders, représentant d'Antigua et Barbuda à l'organisme régional, avait exposé le conflit en gestation par rapport au dossier d'Haïti, en raison du fait que tous les pays ne sont pas d'accord avec la manière dont évolue cette question. Il a même dit prévoir un affrontement. De fait, les révélations, plus que justes, qu'il a faites sur le cas d'Haïti a attiré sur lui la foudre de Bocchit Edmond, ambassadeur de Jovenel Moïse à l'OEA, pour s'être prononcé négativement par rapport au projet de référendum illégal et anticonstitutionnel du président de facto haïtien. Bien que M. Sanders n'ait pas explicité les causes profondes du débat houleux qu'il prévoie sur la question haïtienne, au sein de cette organisation, la manière dont le secrétaire général Luis Almagro pilote celle-ci, l'air de rien, ne fait point l'unanimité parmi les membres.

En tout cas, M. Sanders a levé un peu le voile sur ses observations, précisant qu'en raison de mauvais antécédents relatifs à Haïti, les pays du CARICOM ne sont pas tous d'accord sur la question haïtienne. Aussi, faut-il retenir que l'OEA avait du mal à trouver des membres pour faire partie de cette délégation. Puisque quasiment tous hésitent à y participer, en raison des mauvais souvenirs, mais surtout à cause de la division qui règne entre les États de la Caraïbe, par rapport au dossier d'Haïti.

Mais cette attitude va se révéler au grand jour, à la faveur des déclarations du ministre des Affaires étrangères du Mexique, Marcelo Ebrard, critiquant le rôle joué par l'OEA dans les élections boliviennes, en 2019, quand Evo Morales a été forcé à démissionner par l'Armée, suite à un scrutin que cette organisation avait déclaré « *truqué* » en sa faveur.

« *La performance de l'actuel secrétaire général de l'OEA, M. Almagro, a été l'une des pires de l'histoire* », a déclaré M. Ebrard. Il accuse l'organisme hémisphérique d'« *avoir pratiquement fomenté un coup d'État* » en Bolivie. Aussi, a-t-il ajouté : « *Il a agi, à plusieurs reprises, sans consulter les États membres [...]. Il prend des décisions comme s'il était autonome* ».

Donc, ce n'est pas une Organisation des États américains en bonne santé, en matière de crédibilité, dont les représentants se retrouvent présentement en Haïti, avec, pour mission, d'apporter la paix aux frères ennemis, au point de mettre tout le monde d'accord sur ses propositions de sortie de crise. Tel qu'indiqué antérieurement, toutes les parties en présence, en Haïti, s'accordent à croire que la présente mission de l'OEA est un « *échec annoncé* ». À moins que l'organisme hémisphérique ait la sagesse de repenser ses ambitions concernant la crise haïtienne et de participer au choix d'une solution authentiquement haïtienne, une proposition qui mettrait, cette fois, ces visiteurs aux écoutes de la communauté haïtienne.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Série étoile
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valleron
13 K Avenue Kléberg, Bt R Aptt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
973.00 US, pour six (6) mois
$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèques ou mandat bancaire

Journal 9 - 16 juin 2021.qxp_HO 6/9/21 5:13 AM Page 11

EDITORIAL

With its lack of credibility, what can we expect from the OAS Mission in Haiti?

Expected in Haiti, within the framework of using its good offices to help get Haiti out of the multi-dimensional crisis in which the de facto president Jovenel Moïse has plunged it, the OAS may be primed to do wonders, but the political actors do not seem to be betting big on the chances of the hemispheric organization pulling magic out of its hat. After its last forays in Haitian elections, handing power twice in a row, to the PHTK, *Bald Headed*, regime, the organization is not in odor of sanctity in Haiti. Especially since its secretary general, Luis Almagro, displays a partisan attitude in the conflict between the overwhelming majority of the Haitian people and the one who, illegally, dwells at the National Palace.

To say the least, a warm welcome is not awaiting the diplomats who are part of this mission. Because, whatever the protagonists say and do, on either side, things won't be that easy for the OAS emissaries who, we don't believe, can find a way out of the crisis. As far as the Palace people are concerned, they cling desperately to power, while their argument is rejected out of hand by all those in opposition to Jovenel Moïse. He keeps repeating, and he is about to hammer it home to the Mission folks: Only through elections can power be taken. While oppositions sectors proclaim, loudly and clearly, that no elections are possible with the de facto president at the helm of the country. And his representatives argue that his term in office is not negotiable.

The so-called radical opposition, formed by the democratic and popular sector, which includes lawyer André Michel, former senator Moïse Jean-Charles, and former senator Antonio Cheramy, to name these few, asserts that there's no compromising on this issue. Jovenel Moïse must go. For this sector, the solution to the crisis "necessarily" entails the removal of Jovenel Moïse from the house of the people at the Champ de Mars. Especially since his presidential term ended last February 7.

In any case, this sector of the opposition has no intention to sit down with the OAS emissaries. In fact, they say the mission is a waste of time, energy and resources. Even if a few allies of the group would willingly meet with the OAS diplomats, there's no way they will support the idea of going to the polls with Mr. Moïse who, they say. has "no credibility or legitimacy" to organize elections. By the way, this is the point of view conveyed by Vermont Senator Patrick Leahy, as well as by the 68 Democrat members of the U.S House of Representatives in a letter to the U.S. Secretary of State, urging the State Department to distance itself from Jovenel Moïse. In this regard, Moïse's radical opponents can count on the support of these U.S. lawmakers, who have repeatedly intervened in the Haitian issue.

Moreover, as the OAS Mission was preparing to set sail for Haiti, a statement was issued by the founders of the "U.S. House Caucus on Haiti": Andy Levin, from Michigan; Yvette D. Clarke, daughter of Jamaican immigrants, from Brooklyn; Val Demings, from Florida; and Ayanna Pressley, from Massachusetts. Its weight is worth gold. While congratulating President Biden for extending Temporary Protected Status (TPS) to Haitians, the representatives of the Caucus believe the U.S. president should go even further. *"This is a necessary step that will protect Haitian migrants in the midst of the pandemic of COVID-19 and the political crisis in Haiti,"* they state. At the same time, they urge the Biden administration to review U.S, policies regarding Haiti and "act urgently" on the demands made on April 26 by the U.S. House of Representatives, in a document signed by the Chairman of the House Foreign Affairs Committee, Gregory Meeks, and by Hakeem Jeffries, Chairman of the House Democratic Committee, approved by dozens of other Congressional members, calling for a change in U.S. policies toward the PHTK regime of Jovenel Moïse.

Other than the governmental sector and the radical opposition, there is the so-called moderate group, composed of the following political formations: MTV (of Dr. Réginald Boulos), En Avant (of former deputy (Congressman) Jerry Tardieu), Dirpod, Entente, FND and *Operasyon tèt ansanm*. It has just published an agreement/proposal which provides for organizing and setting up a "Government of National Accord," without Jovenel Moïse. It looks to a Prime Minister to assume all responsibilities. Of course, that entails finding a formula for Jovenel Moïse's departure. This formula of a single-headed executive, with only a Prime Minister may not be acceptable to other actors because it is contrary to what is prescribed in the 1987 Constitution.

However, the OAS, which is already poorly regarded in Haiti for having been involved, according to its Haitian detractors, in unhealthy schemes that contributed to the lack of credibility of past Haitian elections, is sending its delegation to Port-au-Prince at a time when its authority is seriously eroded.

Certainly, Ambassador Ronald Sanders, representative of Antigua and Barbuda, to the hemispheric body, exposed the conflict in the making in relation to the Haitian dossier, because not all countries agree on how the Haiti issue is evolving in the OAS. He even said he foresees a confrontation. In fact, the revelations he made about the case of Haiti, which were more than accurate, caused Bocchit Edmond, Jovenel Moïse's ambassador at the OAS, to go into a tirade against Ambassador Sanders, for having spoken negatively about the illegal and unconstitutional referendum project of the de facto Haitian president.

Although Mr. Sanders did not explain the root causes of the heated debate that he foresees at the OAS regarding the Haitian issue, the way in which the Secretary General Luis Almagro manages the case fails to get unanimity among the members of the organization. In any case, Mr. Sanders lifted the veil with his observations, stating that due to bad historical precedents concerning Haiti, CARICOM countries do not agree on the Haitian issue. In addition, it should be noted that the OAS had difficulty finding members to be part of the Haiti delegation. Almost all were reluctant to participate because of bad memories, but especially because of the division that reigns among the Caribbean states in relation to the Haitian situation.

This attitude was revealed in broad daylight, following statements made by Marcelo Ebrard, the Foreign Affairs Minister of Mexico, who criticized the role played by the OAS in the Bolivian elections in 2019, when Evo Morales was forced to resign by the Army, on the heels of a vote that the OAS had declared rigged in his favor.

Recently, Ebrard repeated Mexico's criticism of the OAS' role in the 2019 Bolivian elections. He accused the hemispheric body of "practically fomenting a coup d'état" in Bolivia. He added, *"The performance of the current Secretary General of the OAS, Mr. Almagro, has been one of the worst in history. He has acted, on several occasions, without consulting the member states.... He makes decisions as if he were autonomous."*

Therefore, it is not a credibly healthy Organization of American States whose representatives are currently in Haiti with the mission of making peace among brotherly enemies, to the point of getting everyone to agree on its proposals to end the crisis. All parties in Haiti agree that the current OAS mission is a "failure foretold". Unless the hemispheric body has the wisdom to rethink its ambitious plans regarding the Haitian crisis and participate in the choice of a truly Haitian solution, meaning a proposal that would, this time, put these visitors in touch with the real Haitian community!

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718)
812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Série étoile
Port-au-Prince, Haïti
TEL (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valmon
13 K Avenue Feldheim, Bt R Apt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
48.00 $ US. pour six (6) mois
90.00 $ US. pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF. pour six (6) mois
1005.00 FF. pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
973.00 US. pour six (6) mois
$160.00 US. pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS. pour six (6) mois
125 EUROS. pour un (1) an
Par chèques ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèques ou mandat bancaire

Journal 9 - 16 juin 2021.qxp_HO 6/9/21 5:13 AM Page 12

Tomorrow, Haiti: The Bandits of the International Public Order

Continued from page 7

the hemisphere were not mentioned. All this under the duplicitous eyes of the American Embassy, that has sadly become a sort of semi-private club infested with associates of Jovenel Moïse. Forget that the man is a confirmed murderer of the people, caught in the act, his hand dripping with blood. Consider the mayhem caused last week by warring gangs in Fontamara and Martissant, south of the capital city, and the de facto president said not a word!

They should defend law and order but they did not respect it in the Haiti of Michele Sison and La Lime, Princesses of diplomatic terrorism in the Black Republic! Besides, doesn't MINUJUSTH - not mini-jupe! - play an important role in maintaining law and order in the country? Indeed, foreign diplomats in Haiti, to the perspicacious Voltairian eyes, have, in the last decades, been going around in translucent mini-skirts, while wearing no legal underwear… Again, enough with this criminal hypocrisy! Enough diplomatic bacchanals!

It is my hope that the position expressed by the American ambassador to the United Nations, the Honorable Linda Thomas-Greenfield, will work towards restoring the honor and the dignity of American diplomacy in Haiti, and the region as a whole. Enough is enough! Would she have the heart —in the Cornellian sense of the word— to be the American who will stand up against all the stupid, imaginary pre-conception of the white world regarding Haiti? Would she be the one to right ALL the wrongs that have been inflicted upon Haiti, due to her noble ancestral origins? Dr. Andrew Young would have done it. During Jimmy Carter's administration, when he held the post at the United Nations, I recall his words when he was questioned about his stand on behalf of Cuba and even of the former Rhodesia: "I would do it all over again, if I have to do it again!" May the current holder of that international post, Ambassador Thomas-Greenfield, rise and shine in her new role, as she finds way of restoring Haiti's dignity.

"International moralists, assassins of Haitian public order," take note!

May I be forgiven, if I can't hide that I am overly inflamed! Indeed, that word is weak to express my true feelings when I am faced with the behavior of our great international moralists, who have grown to be assassins of Haitian public order. Alas! Here we are at the heart of the current criminal duplicity. The more there's talk about "international solidarity", the more they maliciously work towards anesthetizing the muscles that would allow to set it in motion.

Regarding our own hypocrisy, the more we make ordinary citizens feel guilty about the misery of being part of the Third World, the more we organize the misery in this democracy of poverty. As if the laid-off employee from Acra, Boulos or Mevs had nothing to do with the great catastrophe that this rogue state has become! Proudhon would have preferred to say this ***misery of democracy***! MTV ***(Mwen Tap Vòlò).*** "Now, I am a changed man. Now, I want to contribute to change **our** country." Haiti, get up and walk! En Avant! We do deserve our own Emmanuel Macron!

Please, help me understand the content of Mr. Jerry Tardieu's press conference of *yesterweek*. Did the former deputy from Pétion-Ville —actually that is his right- meet with the illegitimate and unconstitutional dweller at the National Palace, and asked him to grant the right to vote in presidential elections to the diaspora in **his new constitution**? If so, am I to guess that if the so-called Banana Man had agreed to do so, the deputy would have backed Mr. Moïse in his dictatorial drifts? I don't know which of these two folks is more cynical: the one who is solely interested in the diaspora's money or the one who would stop at anything to insure the diaspora's vote? Granting the benefit of the doubt to the former congressman, I sincerely hope that he misspoke at his press conference. After all, *"Errare humanum est"*. But, *"Perseverare diabolicum est."*

"**When it comes to our politicians, Haiti has become a country peopled with both *idiots* and *imbeciles*. There lies the chief problem of the world's First Independent Black Nation**!"

Speaking of Haitian politicians, my brother, Attorney Gérard Georges, keeps referring to Dr. Richard Maurice Bucke, who points out in his *"Cosmic Consciousness"* that "shame, remorse and a sense of the ludicrous are all said to be already at work in the human toddler at about fifteen months old, as these are all *prehuman faculties*." (I confess that I haven't read the book.) Anyway, these very same *prehuman faculties* are all found in dogs and in apes, and they undoubtedly existed in our prehuman ancestors. They are universally found in mankind as a whole, but non-existent in very low IQ idiots. If one were to consult any good dictionary on the definitions of "idiot" and "imbecile", one would be forced to deduct that, when it comes to our politicians, Haiti has become a country peopled with both *idiots* and *imbeciles*. There lies the main problem of the world's First Independent Black Nation!

The mess that is Haiti: How the U.S. can renew its commitment for Democracy in Haiti

By Emmanuel Roy

The United States is partly to blame for the mess in Haiti because since 1915 the U.S. has had direct involvement in Haiti's political and social affairs, affecting every sector of the country. As the situation has gone from bad to worse, the U.S. has an excellent opportunity to right the wrongs by changing course and committing itself to a policy designed at restoring democracy in Haiti. For this to occur the American officials must stop sending mix messages.

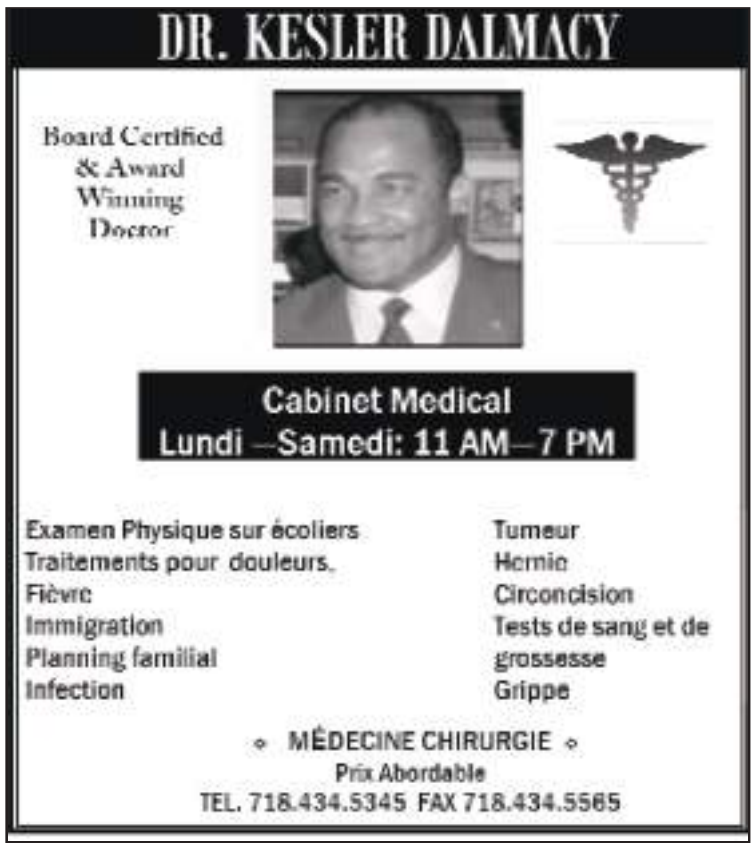
The Biden administration recently extended Temporary Protected Status (TPS) to more than a 100,000 Haitians living illegally in the United States on the basis that Haiti is so unstable and dangerous that sending anyone back there would be tantamount to a death sentence. The Department of Homeland Security's assessment of Haiti is correct and on point. Haiti's de facto president Jovenel Moise and his criminal gangs have massacred hundreds of people and committed crimes against humanity for which he should be held accountable. The problem is, while the Department of Homeland Security is saying Haiti is dangerous, the U.S. Department of States is pushing a different narrative – that the "only way forward is to have legislative and presidential elections this year." This is dangerously incongruent and does more harm than good.

The Biden administration cannot have it both ways. Either Haiti is safe and stable, and people can be sent back, and elections can be held, or it is unsafe and unstable that neither can happen. The mixed message is creating confusion and undermining any possibility of a resolution. On one side, the advisors of the de facto president of Haiti have been quietly telling me the government enjoy the support of the United States. On the other hand, leading voices in the Haitian Diaspora who are calling for clarity in American policy vis-à-vis Haiti Moreover, members of the opposition in Haiti feel the U.S. is exacerbating the problems by failing to stick to a clear position.

If Washington's overriding policy is to promote democracy in Haiti, respect for human rights, and the right of the Haitian people to have an elected government free of corruption, it's a goal that will remain a mirage, if Washington's officialdom continues on the actual path. The U.S. must send a clear message that free and fair elections can only be held when Jovenel Moise and his murderous gangs are gone. Anything else, including current attempt by the Organization of American States (OAS) to mediate between Moise and the opposition will only make matters worse.

Two weeks ago, OAS sent out a letter to the major political parties in Haiti inviting them to a meeting to be held Tuesday June

Continued to page 12



Journal 9 - 16 juin 2021.qxp_HO 6/9/21 5:13 AM Page 13

The mess that is Haiti: How the U.S. can renew its commitment for Democracy in Haiti

Continued from page 12

8, 2021. That was yesterday. According to the letter a copy of which was sent to me, the ambassadors of Canada, Costa Rica, Ecuador, St. Vincent and the Grenadines, and the United States were to meet with political leaders in Haiti to resolve the standoff.

The Haitian American Diaspora Council (HADiC) published an open letter addressed to all the political organizations and members of civil society in Haiti cautioning them not to engage in any sort of mediation, negotiation, or meeting with the OAS. According to HADi, neither the OAS nor the CORE Group of Western ambassadors in Port-au-Prince can be considered credible mediators in Haiti.

Historically, the OAS has been a force for destruction, confusion and serves only the interest of its masters. The OAS has never acted or considered the interests of the Haitian people. In 2011, the OAS arbitrarily changed the results of the elections in favor of Michel Joseph Martelly. In 2015, the OAS again supported the results of a fraudulent elections which brough Jovenel Moïse to power. During his time in office, Moïse refused to hold timely legislative elections leading to his governing by decree, effectively creating a dictatorship. The OAS supported him and refused to denounce him.

When Moïse constitutional term of office ended on February 7, 2021, the OAS joined forces with Moïse's supporters claiming that his term will not expire until February 7, 2022. Meanwhile, Haiti has turned into a country run by criminal gangs supported, encouraged, and protected by Jovenel Moïse. Hundreds of people from the poor neighborhoods of la Saline, Bel Air, Pont-Rouge, Cite Soleil, Carrefour Feuilles, and a few o, in thers had been massacred by Moïse's criminal gangs. Since June 1st, warring gangs have forced families in Port-au-Prince's southern suburbs of Fontamara and Martissant. Saturday evening, gangs simultaneously attacked four police posts in and adjacent to Cité Soleil, killing three policemen, including a Police inspector. The president said nothing about all this mayhem. Neither did the ambassadors of the CORE Group, including that of the United States.

In 2020, U.S. Representative, Maxine Waters (D. Cal) sent a letter to the US Ambassador reminding her of her duties as a representative of the United States. In that letter she cited the many instanced of gross violations of human rights, including extrajudicial killings by gangs sponsored by Jovenel Moïse. OAS said nothing.

In July of last year, Haitian Justice and Public Safety Minister Lucemane Delile decided to prosecute gang members who had taken over the streets in Port-au-Prince, brandishing assault weapons, some shooting in the air, and intimidating people. The very next day he was fired by Jovenel Moïse and replaced by Rockefeller Vincent, under whose watch, the criminal gangs have flourished. OAS said nothing.

When Jovenel Moïse violated article 134-2 of the Constitution by refusing to step down last February 7, the OAS supported his decision. When Jovenel Moïse, unconstitutionally, dismissed three of the Court the Cassation, Haiti's Supreme Court, and unilaterally named their replacements, the OAS remained silent. When Jovenel Moïse decided to hold a referendum on the Constitution in violation of article 284-3, the OAS supported him. Now, the OAS wants Haitians to believe that they will fairly, without bias, mediate the conflict in Haiti!

As Jovenel Moïse moves closer to a full dictatorship, the OAS is cajoling him. History tends to repeat itself, and unless we get rid of the budding dictator, we are moving to full fledge dictatorship in Haiti. François Duvalier was elected president of Haiti September 22, 1957. He was sworn in on October 22 for a six-year term. In 1961, three years into his term he decided to run a referendum to change the constitution giving himself another six years. The referendum was approved, 99.99%. A few years later, on April 22, 1964, Duvalier held another referendum because he was not quite happy with the 1961 referendum. This time, the new constitution, approved by referendum, endowed Duvalier with the life-presidency. Moise is on the same path, and unless we stop him now, we will have another dictatorship in Haiti in this 21sth century.

A referendum is the favorite electoral process of many would be dictators. Xi of China, Vladimir Putin of Russia and a few other dictators have all used the referendum process to give themselves unchecked power. By the way, these referendums never fail to pass —overwhelmingly. The people subject to them seem to always agree with the plan. The drafters of the 1987 Haitian constitution were well advised to categorically prevent any change or modification of the constitution by referendum. Article 284-3 made it crystal clear that there shall be no modification of the constitution by referendum. Moise –and those of his ilk—argue that they are not seeking to "modify" the constitution but are simply "**changing**" it. If you are not allowed to **"modify"** a "**change**" is much more than a modification, therefore categorically forbidden.

Many legal scholars have said that the referendum is illegal and unconstitutional. But the U.S. State Department has yet to say anything publicly about it. In private State Department staffers told members of Congress that the referendum is illegal and inappropriate, but they have refused thus far to say it publicly.

The problem in Haiti could be solved in record time if the United States would do the following: 1) the United States must make it clear that the referendum on the constitution is unconstitutional, illegal, and undemocratic; 2) that Jovenel Moise cannot hold free, fair, and credible elections because of the serious security concerns, social unrest and human rights abuses; 3) A transition government must replace Jovenel with a specific mandate to restore security, and hold elections, but more importantly, 4) The Biden administration must articulate a clear Haiti policy designed to restoring democracy.

Email:
nylaw1@gmail.com

Journal 9 - 16 juin 2021.qxp_HO 6/9/21 5:13 AM Page 14

Sports

Suite de la page 16

Saint Victor, qui recevait plus de 10 000 spectateurs, pour la plupart sans cache-nez. Par la suite, le MJSAC avait émis une note n'autorisant que 30 % des fanatiques aux parcs et au stade pendant les activités sportives.

Cependant, le MJSAC autorise la Fédération haïtienne de football (FHF) à organiser la rencontre de la troisième journée des éliminatoires de la Coupe du monde Qatar 2022, au Stade Sylvio Cator, le mardi 8 juin 2021, entre Haïti et le Nicaragua, pour le contrôle du groupe E, à huis clos. Étant exæquo, avec 6 points chacun, Haïti occupe la première place de ce groupe, avec une meilleure différence de buts à la faveur de sa large victoire 10-0 contre les Îles Turques & Caicos.

Toujours dans cette perspective de se protéger contre la COVID-19, le Ministère invite les membres de la famille sportive haïtienne à respecter les gestes barrières, en vue de la protection des jeunes, des citoyens et de la communauté sportive, face à l'augmentation de la pandémie du coronavirus.

La FHF annonce l'arrêt provisoire du Championnat national

Faisant suite à la décision du Ministère de la Jeunesse des Sport et de l'Action civique de suspendre toutes les activités sportives sur l'ensemble du territoire national, afin d'éviter la propagation de la pandémie, la Fédération haïtienne de football (FHF) a décidé d'arrêter le Championnat haïtien de football professionnel (CHFP), à travers une note datée du 4 juin 2021 portant la signature du secrétaire général, Carlo Marcelin.

« *Suite à la décision du Ministère de la Jeunesse des Sports et de l'Action civique d'arrêter toutes les manifestations sportives en vue de lutter contre la propagation de la COVID 19, la FHF se voir obliger de sursoir à l'organisation du Championnat national de première division jusqu'à nouvel ordre* », précise la note.

Par contre, elle invite les dirigeants de clubs en général à prendre toutes les mesures, en vue de

Carlo Marcelin, secrétaire général de la FHF.

respecter et de faire respecter les principes des autorités sanitaires liées à la propagation du virus en Haïti.

Par ailleurs, le Comité olympique haïtien (COH), dans une note adressée, la semaine dernière, aux fédérations sportives affiliées, en particulier et à la communauté sportive en général, avait exhorté les dirigeants à la plus grande vigilance et au respect des gestes barrières.

« *Vous avez constaté tous l'évolution de la pandémie COVID-19 et les chiffres inquiétants en Haïti ces jours derniers. En raison de cette sombre situation nous vous exhortons à exercer la plus grande prudence pour vous, pour vos proches et particulièrement le monde sportif* », a précisé cette note.

Le COH recommande la plus haute vigilance, quant aux activités sportives, et même, dans certains cas, d'arrêter tout simplement : Entraînements, compétitions et autres manifestations, conclut cette note, qui porte la signature du président du Comité olympique haïtien, Dr Hans Larsen.

Rappelons que le Championnat national de première division masculine était, à date, la seule activité sportive à être réalisée sur l'ensemble du territoire national. Cet arrêt, quoiqu'important, va avoir des grands impacts sur la représentation d'Haïti aux championnats des clubs de la Concacaf où le Cavaly de Léogâne est le digne représentant du pays; et sur la participation d'Haïti aux éliminatoires de la Gold Cup 2021, en match de Barrage contre les Saint Vincent & Grenadines, le 2 juillet, et les Bermudes ou Barbade, juillet 2021.

*** Gesner Jean Marie**
Journaliste/ communicateur/ diplomate/ juriste ;
Sécialiste en GRD, en communication et relations publiques ;
Responsable en communication de l'Office national de partenariat en éducation (ONAPE) ;
Secrétaire général de l'Association haïtienne de presse sportive (ASHAPS).
jeanmarie2220@yahoo.fr /
Tél : (509)3698-2969
Facebook : Gesner Jean Marie
Skype: gesner2220
Tweeter : Gesner Jean Marie @ jeanmarie2220

Haitian American Actor and Producer
Macc H. Plaise Featured on Showtime Original Series
FLATBUSH MISDEMEANORS

By Emmanuel Roy

Haitian American actor and producer **Macc H. Plaise** is featured on Showtime's new **series "Flatbush Misdemeanors,"** a show which premiered Sunday May 23, 2021, on Showtime, addressing issues of race, and gentrification on an ever-changing New York landscape, where people's daily lives are marked by challenging situations that can only be overcome by the exercise of incredible ingenuity.

The show's Flatbush Avenue setting represents many American cities where longtime Black residents are displaced by White newcomers and forced to coexist in an ever-changing neighborhood, where rents become unaffordable, thus forced to relocate to undesirable places. The show does not push the envelope or advocate a specific point of views, it simply deals with these issues in an off-guarded way, allowing the situations to play out.

The first episode of the show features a Black cop confronting another Black man on the grounds of a school on Flatbush Avenue, accusing him of being a "kidnapper or a child predator". The cop insists on searching him. The suspect was just delivering food, and the cop seizes it, stirs the food with his pen, licks it before chasing after a kid nearby, who jumped over a fence. Whatever threat there had been in the scene's earliest moments has been defused; the cop seems more like a goofy annoyance, a frustrating part of life in this cultural mosaic calls New York City.

On Sunday, May 23, 2021, Haitian American households in Brooklyn, N.Y., and other parts of the United States were glued in front of their TV sets to watch one of their own, Macc H. Plaise. Unfortunately, Macc does not appear on the show until episodes 3, which is scheduled to air on June 6, 2021. The show is in its first season and out of the 10 episodes that have been recorded; Macc will also appear in episodes 8, and 10. If it the show does well, there will be many more seasons to come.

Macc plays a Haitian Baptist minister named **Wilner,** who is married to a Nigerian woman. **Wilner** is 48 years old, a strict Haitian father of a young High School girl who's religious. His daughter, Dami, was born in the United States and is more American than Haitian, which is hard for Wilner to deal with, considering his Haitian upbringing. The character represents the multicultural aspect of Flatbush Avenue, Brooklyn, with its multitude of ethnicities negotiating life on their own terms.

Macc has been an actor since 1994, having his first debut appearance on **America's Most Wanted: America Fights Back,** a TV series documentary by the producers of **America's Most Wanted**. Over the years, Macc Plaise has appeared in more than twenty films and TV series. His most significant appearances included **Mr. Deeds** with Adam Sandler, in 2002, playing a Jamaican Rasta and in **Bad Company,** as a car washer, which was a significant role. Every performance has allowed him to refine his craft.

Bad Company followed the same year, with Chris Rock and Anthony Hopkins playing a three Card Monte Player. There's also his performance in **Brooklyn's Finest,** in 2009, in the company of Richard Gere and Don Cheadle.

During an interview for this article, Macc Plaise said, "*There is no small role. I approach every role with the same seriousness and tenacity. I love what I do because every performance is a moment in history that captivates and contributes to the storyline.*"

Macc is better known for his role on **Red Lipstik** (2000), **The Royal Tennenbaums** (2001), **In The Cut** (2003), **One More Try** (2006), **Kaleb** (2013), **Kreyol Creole** (2014), **The Breaks** (2017), **Brooklyn Bluez** (2017), **Forever Yours** (2016), **Luke Cage** (2018), **The Land of Steady Habits** (2018) and, of course, **Flatbush Misdemeanors** (2021).

One of his biggest accomplishments was the production of **Sweet Micky for President** a documentary about the intersection of music and politics when Kompa's bad boy Michel Joseph Martelly decided to run for President of Haiti, after the 2010 devastating earthquake that took the lives of hundreds of thousands of people. The documentary featured appearances by Sean Penn, Ben Stiller, Wyclef Jean, and Pras Michel.

The documentary won the "Best Documentary" award at the Slam Dance Film Festival in 2015. It was nominated in the best documentary category at the Black Reel Awards, and Atlanta Film Festival Award in 2015. "Sweet Micky for President" takes the audience on an unbelievable, wild ride through difficult Haitian politics, in a story that is both entertaining and educational. The film is an enormous accomplishment for first-time director Ben Patterson and is a great example of why Slam Dance exists – to celebrate new works by new directors whose film can help change our perspective on the world – one story at a time."

Who is Macc H. Plaise?

At the tender age of 8, in Baby Doc's Haiti in the early 1980's, his oldest cousin, Jean Yves Muscadin Jason, who served as Mayor of Port-Au-Prince from 2008 to 2012, took Macc to the movies when there were movie theaters in Haiti. As they drove home together that night, the curious youngster wondered out loud whether the people in the film were real. His cousin had to explain to him that the people were actors and that their stories were made for entertainment purposes.

The young boy was so enamored of what he had experience, he decided he wanted to be a filmmaker and an actor. The next morning, with some ingenuity and quick thinking, he gathered some stick figures, a kerosene lamp, some matches, some strings, a white sheet and made his version of a movie. Since then, Macc became known as the neighborhood filmmaker. Every night, the neighborhood kids would gather in his yard to watch the silent film he created.

His passion for acting, filmmaking, and physical fitness became more pronounced after reuniting with his mother in Brooklyn, New York, at age 14. Following his graduation from Erasmus Hall High School, he attended HB Studio in Greenwich Village in New York City, La Guardia Community College,

Suite enpage 15

Journal 9 - 16 juin 2021.qxp_HO 6/9/21 5:13 AM Page 15

Haitian American Actor and Producer

Macc H. Plaise Featured on Showtime Original Series

FLATBUSH MISDEMEANORS

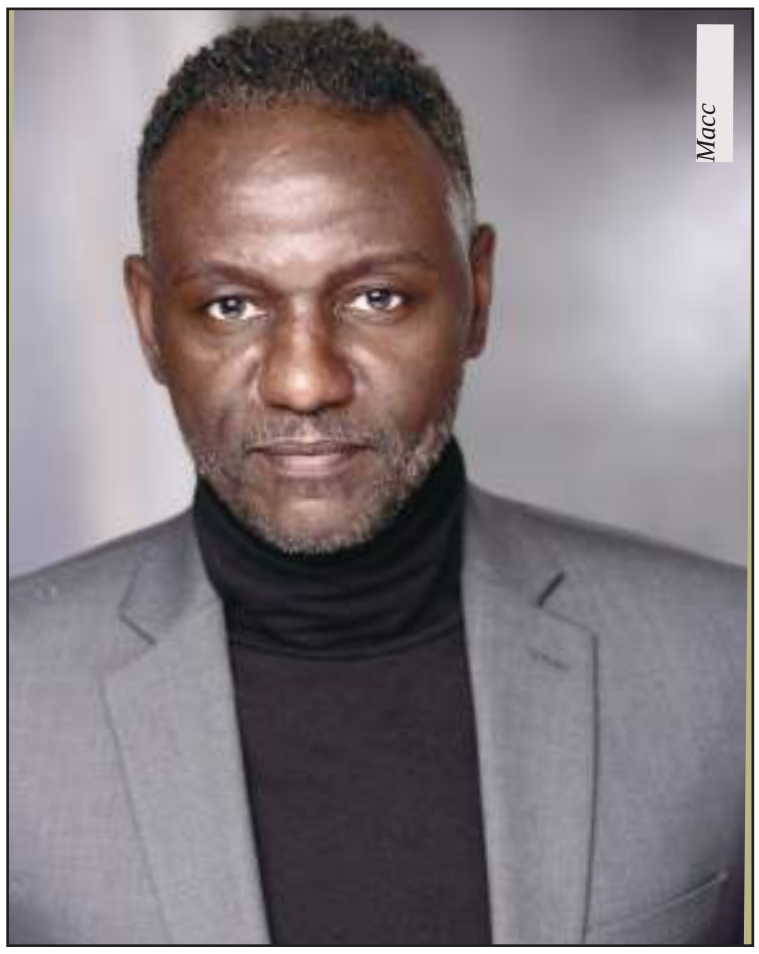
Suite de la page 15

lege, and Marymount Manhattan College where he studied acting and theater.

During his college years, he acted in plays at the school's black box, which is considered an off-Broadway gig. Macc Plaise's first leading role was a short romantic comedy entitled ***"One More Try"*** (2006). Seven years later, the director asked him to appear in the feature-length adaptation of the short romantic comedy under a new title, ***"Forever Yours"*** (2016) in which he played a charming lover and won the best actor award at the "MPAH Haiti Movie Awards".

Macc is not only an actor, he's also a trained Martial Arts expert. In 1992 he won the National Black Belt League, Light Weight World Championship.

In 2010, after the catastrophic magnitude 7.0 on the Richter scale earthquake in Haiti, Macc founded **"Let's Go to Haiti Marathon, Inc.,** a 501 (c)(3) non-profit organization dedicated to Haiti's youth and sports. Since 2013 **"Let's Go to Haiti Marathon"** has organized a yearly marathon event in Haiti where marathoners worldwide come to Haiti to run. The event provides young and less fortunate athletes and runners an opportunity to develop their talents and encourages tourists to visit Haiti.


Macc

Macc resides in Long Island, N.Y. He has four sons and one daughter, Peyton, Moella, Owen, Walo, and Exand.

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Journal 9 - 16 juin 2021.qxp_HO 6/9/21 5:13 AM Page 16

Football Concacaf : Le Cavaly remporte haut la main la « Flow Caribbean Championship » 2021

Par Gesner Jean Marie *

PORT-AU-PRINCE, 4 juin —-En battant la formation Inter Moengotapoe du Suriname (3-0), en finale de la « Flow Caribbean Championship », le mardi 25 mai 2021, en République dominicaine, le Cavaly de Léogâne a remporté son premier trophée en CFU. Ce premier titre a été acquis grâce à un doublé de Gamaël Dorvil 47” et 76” minute et un but de l’expérimenté Monumat Constant Junior, qui avait ouvert le score sur une frappe limpide à la 29e minute de jeu.

En suivant les traces du Racing Club Haïtien et du Violette AC, en ligue des champions de la Concacaf, les partenaires de Monumat Constant Junior ont fait l’essentiel pour offrir le premier trophée de la Flow Caribbean Championship 2021 à la formation du Cavaly de Léogâne, à l’issue de cette victoire 3-0 contre Inter-Moengotapoe et se qualifier pour la phase de groupe de la Ligue des champions de la Concacaf, grâce à des buts de Monumat Constant Junior (29e) et un doublé de Gamaël Dorvil (47e et 76e).

Le vieux briscard du football haïtien, Constant Junior, l’un des joueurs les plus âgés encore en activité dans le championnat national de première division, suit les traces de son père, dont il porte le nom, qui a été sacré champion de la Concacaf Champion’s Cup, en 1984 avec le Violette Athlétique Club.

Après le Racing Club Haïtien (1963) et le Violette AC (1984), le Cavaly devient le troisième club haïtien à remporter une compétition régionale organisée par la Concacaf, au niveau des clubs de la zone Caraïbe. Pour ce trophée, le Cavaly de Léogâne, l’équipe championne, a empoché la bagatelle somme de USD 50 000 milles $. La formation surinamienne, l’Inter-Moengotapoe, vice-championne, a remporté le prix du Fair Play.

D’un autre côté, Wilfrid Montilas vient de décrocher son premier titre de champion de la Caribbean Football Union (CFU), en tant qu’entraîneur avec le Cavaly. Une récompense bien méritée pour un technicien qui a réalisé un parcours extraordinaire, lors de cette compétition de la CFU, qui s’est déroulé en République dominicaine, du 14 au 25 mai 2021.

Le Cavaly a tout raflé

Le Cavaly de Léogâne, qui a dignement représenté Haïti, au Flow Caribbean Championship, ne s’est pas seulement contenté de remporter le titre, mais aussi de tout rafler sur son passage. Le cheval n’a laissé que le trophée Fair Play à sa victime.

Cette prouesse confirme le proverbe selon lequel « *le bonheur ne vient jamais seul* ». Le Cavaly a donc expérimenté ce dicton. En effet, le jeune attaquant léogânais du Cavaly AS, Gamaël Dorvil, dit Gama, qui a pris le relais à la place d'André Amy, testé positif au coronavirus, a joué un grand rôle dans le sacre de son équipe au tournoi Flow Caribbean Championship, en la République voisine. Dorvil Gamaël a inscrit 5 buts pour le Cheval Rouge, dont deux doublés, pour remporter le titre de meilleur buteur de la Flow Caribbean Championship 2021. Il a aussi gagné le prix révélation du meilleur jeune joueur du tournoi et celui du Ballon d’or.

Emmanuel Saint Felix, de son côté, a remporté le prix du meilleur goalkeeper du tournoi Caribbean Flow Championship 2021. Le portier du Cavaly AS a enregistré 4 clean-sheets en 5 matchs dans la compétition.

Interrogé sur son avenir, Gama Dorvil dit vouloir continuer à travailler afin de décrocher un contrat international. « *Je suis fier de ce que j'ai accompli, j'avais prévu de remporter le titre de meilleur joueur et meilleur buteur du tournoi et vraiment je l'ai réalisé. Sur le troisième trophée* », dit-il.

Dans la foulée, il ajoute : « *Je ne l'avais pas trop espéré, mais je croyais, avec du travail, je pouvais l'avoir à 60 pour cent* ». Né le 4 décembre 2001, à Miragoâne, Gamaël Dorvil évoluait à l'AS Truittier, avant que ses performances aient ébloui les dirigeants du Cavaly de Léogâne, qui l'ont vite recruté. Aujourd'hui, il devient le plus grand espoir du Club.

Le Cavaly de Léogâne a apporté la joie à ses concitoyens.

Par ailleurs, l'entraîneur du Cavaly AS, Wilfrid Montilas, qui vient de gagner le trophée avec le Cavaly AS, a déjà disputé cette compétition avec le Violette AC.

Le parcours du Cavaly

En remportant la Flow Caribbean Championship 2021, contre la formation surinamienne Moengotapoe (3-0), le Cavaly de Léogâne a vécu un moment historique. Après 3 victoires en phase de groupe, cette équipe s'était qualifiée pour la finale en prenant le dessus sur AS Samaritaine (2-0), en demi-finale. Un parcours irréprochable réalisé par les Léogânais.

Lors de sa première sortie, le 16 mai, le Cavaly a battu RKSV (3-0). Le mardi 18 mai, le Cavaly de Leogâne a remporté une large victoire (5-0) face à la formation olympique de Cayenne, pour son second match, grâce à un doublé de Dorley Jean et des buts de Eddyson Elistin, Gamaël Dorvil et de Fénelon Joseph. Pour son dernier match de la phase de groupe, le Cavaly s’était imposé difficilement (2-1) face à Hope Internationale, le jeudi 20 mai 2021. Par cette victoire, le Cheval Rouge a terminé premier de son groupe avec 9/9 et a validé son billet pour les 1/2 finales de cette compétition.

En demi-finale, le dimanche 23 mai 2021, après environs deux heures de pluie battantes sur la pelouse de Felix Sanchez, les protégés de Wilfrid Montilas ont fait l’essentiel en battant AS Samaritaine (2-0). Dorley Jean avait ouvert le score à la 30e minute de jeu, tandis que Karl Vitulin avait inscrit contre son camp, à la 70e minute de jeu.

En Final, le Cavaly a battu Moengotapoe du Suriname (3-0), le mardi 25 mai 2021, grâce à un doublé de Gamaël Dorvil, aux 47 et 76 minutes, et d'un but de l’expérimenté Monumat Constant Junior, à la 29e, qui avait ouvert le score sur une frappe limpide, quelques minutes plus tard.

Au terme de cette compétition, le Cavaly a remporté 5 victoires pour zéro marquant 15 buts et n’ayant encaissé qu’un seul.

Félicitations à toute l'équipe du Cavaly AS !

Histoire du Cavaly de Léogâne

C’était au beau milieu des années 70, l’époque où l’on célébrait la fête du football avec la Sélection nationale « *Toup pou yo* » qui comportait, dans ses rangs, les Philippe Vorbe, Tom Pouce, Manno Sanon, Ernst Jean Joseph, Henry Francillon et co, sortant de sa participation au Mondial 1974, en Allemagne, qu’un groupe de jeunes répondant au nom d’Yves Rébecca, Lesly Gérald Dessources, Mario Abellard fondèrent, le 10 mai 1975, à la rue de la Rédemption, à Léogâne, le Cavaly AS.

Pendant ses 42 ans, cette équipe a connu des joueurs talentueux qui ont marqué leur temps, dont Jean José Beauvais (Djo Beauvais) Clermont Coimin (Janini), Géraldy Mathurin, Newson Abellard (404), Jean Mary Jean Pierre (Ze Maria), Champy, Mario Abellard (le bombardier), Nasser Kernisant, Frantz Lefèvre, Sauveur Véricain, Géto Estainfil, André Innocent (Hailé le Génial), Yves L’Aurore (Ti nuage), Jackson Dalcée, Richard Amilcar, Donald Paraison, Gary Chérilus, Eddy Pierre (le Classique), Harry Casimir, Carlo Marcelin, Ronald Lambert, Frantz Gilles, Jean Jacques Pierre, Ricardo Pierre-Louis et André Amy, pour ne citer que ceux-là.

La première génération des joueurs du CASPORT se révélèrent de véritables virtuoses, puisqu’à l’issu du Championnat 1976, ils furent sacrés champions de Léogâne. Le Cavaly A.S Club. (CASPORT) a remporté plusieurs titres, dont celui de Champion national. : Champion Léogâne Saison 1976, Champion olympique 1988, Champion international minimes, en Guadeloupe 1990-1991, Champion Série de clôture saison 2007 (Championnat national D1).

*** Gesner Jean Marie**
Journaliste/ communicateur/ diplomate/ juriste .
Spécialiste en GRD, en communication et relations publiques ;
Responsable communication de l'Office national de partenariat en éducation (ONAPE ;
Secrétaire général de L’Association haïtienne de presse sportive (ASHAPS).
j /
Tél : (509)3698-2969
Facebook : Gesner Jean Marie
Skype : gesner2220
Tweeter : Gesner Jean Marie @ jeanmarie2220

LES SPORTS À L’HEURE DE LA COVID-19

Toutes les activités sportives suspendues en Haïti

Par Gesner Jean Marie *

PORT-AU-PRINCE, 4 juin 2021 — Pour une fois, le gouvernement haïtien est cohérent dans sa stratégie de lutte contre la propagation de la COVID-19. Se référant à l’arrêté présidentiel établissant l’état d’urgence sur l’ensemble du territoire national, pour une période de 15 jours, le Ministère de la Jeunesse des Sports et de l’Action civique (MJSAC), à travers un communiqué, publié ce jeudi 3 juin, annonce que toutes les activités sportives sont suspendues provisoirement, en raison de la propagation accélérée de la pandémie du coronavirus.

Voilà une surprise, car quelques jours avant cette décision, le derby capois a eu lieu au parc

Suite en page 14